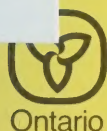


CA26N
DG800
-80 C31
FRE



Le défi des années 1980



Ministère
des Collèges
et Universités

Le docteur Bette Stephenson, ministre
Harry K. Fisher, sous-ministre

Rapport préliminaire du
comité sur l'évolution du rôle
des universités en Ontario

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

CA 26N
D 67 800
- 80 431
TRE

Le défi des années 1980

Préface

I. Objectifs passés et à venir des universités

II. Analyse des niveaux de fonctionnement des universités

III. Structure du système

Conclusion

Annexes

A. Chiffres des dépenses des universités

B. Répartition des programmes

Rapport préliminaire du comité sur l'évolution du rôle des universités en Ontario

H. K. Fisher, président

R. J. Butler

G. E. Connell

J. S. Dupré

M. Hamilton

G. A. Harrower

A. R. Marchment

M. S. Paikin

M. L. Pilkington

R. P. Riffin

R. L. Watts

B. A. Wilson

W. C. Winegard

E. J. Monahan, expert

R. L. Cummins, secrétaire

Mars 1981

TABLE DES MATIÈRES

Préface

Introduction

I.	Objectifs passés et à venir des universités	1
II.	Analyse des niveaux de subventions en fonction des objectifs	8
III.	Structure du système	22
	<u>Conclusion</u>	40
	<u>Annexes</u>	56
A.	Calcul des modèles de dépenses	57
B.	Suppression de programmes	63

A la suite d'une réunion, organisée le 14 novembre 1980, entre le Premier ministre, le ministre des Collèges et Universités et des représentants de la communauté universitaire, le gouvernement ontarien a annoncé l'adoption d'un nouveau système de subventions universitaires en Ontario. Les principes de ce système ont été exposés dans un rapport intitulé "University System - 1980 et 1990" (Analyse financière du système universitaire de l'Ontario - 1980 et 1990) publié en novembre 1980.

Cet ouvrage présente les objectifs des universités de l'Ontario pour les années 1980, en les explicitant en termes concrets.

	<u>Préface</u>	
	<u>Introduction</u>	
I.	Objectifs passés et à venir des universités	1
II.	Analyse des niveaux de subvention en fonction des objectifs	8
III.	Structure du système	22
	<u>Conclusion</u>	40
	<u>Annexes</u>	56
A.	Calcul des coûts de dépenses	57
B.	Suppression de programmes	63

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

PRÉFACE

Le 25 août 1980 avait lieu une réunion à laquelle assistaient le Premier ministre, le ministre des Collèges et Universités et d'autres membres du cabinet, ainsi que les présidents des conseils d'administration et les directeurs administratifs des universités, de l'Institut Polytechnique Ryerson, de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et du Collège des beaux-arts de l'Ontario. Au cours de cette réunion, qui avait été convoquée par le Premier ministre pour étudier diverses questions concernant les affaires universitaires, ce dernier demanda aux représentants des universités d'établir un plan qui permettrait de faire face aux problèmes actuels. Par la même occasion, il demandait au président du Conseil des affaires universitaires de l'Ontario de lui indiquer les mesures prises par le Conseil pour s'assurer que toutes les ressources du système universitaire étaient utilisées efficacement.

En réponse, les directeurs administratifs des universités soumièrent au Premier ministre, le 5 novembre 1980, un mémoire qui exposait le point de vue de la majorité d'entre eux. On pouvait y lire, entre autres, ce qui suit: "La situation des universités de l'Ontario a atteint un point où, si l'on veut faire correspondre les objectifs officiellement approuvés pour les universités et les subventions officiellement accordées, il va falloir soit augmenter considérablement les subventions, soit réduire les objectifs". En septembre 1980, le Conseil des affaires universitaires de l'Ontario avait publié deux rapports, A Financial Analysis of the Ontario University System - 1980 et System Rationalization (Analyse financière du système universitaire de l'Ontario - 1980 et Rationalisation du système).

À la suite d'une réunion, organisée le 14 novembre 1980, entre le Premier ministre, le ministre des Collèges et Universités et des représentants de la haute administration des universités, le gouvernement annonça l'institution du comité sur l'évolution du rôle des universités en Ontario. Les termes du mandat du comité furent précisés, le 28 novembre 1980, dans une déclaration à l'Assemblée législative:

Définir publiquement les objectifs des universités de l'Ontario pour les années 1980, en les explicitant en termes concrets.

(ii)

Établir un rapport entre le coût de réalisation de ces objectifs et les niveaux de financement.

Envisager des modifications au mécanisme d'allocation des subventions qui, par une série de processus appropriés, inciteraient les établissements à procéder d'eux-mêmes aux rectifications voulues et à collaborer entre eux pour atteindre les objectifs recherchés.

Définir plus clairement les rôles respectifs et conjoints des établissements, du Conseil des universités de l'Ontario, du Conseil des affaires universitaires de l'Ontario et du gouvernement de l'Ontario.

Recommander toute autre modification des politiques qui serait jugée susceptible d'augmenter les chances des universités ontariennes d'atteindre les objectifs fixés.

Dans la déclaration à l'Assemblée, il était également indiqué qu'un rapport préliminaire serait déposé le 28 février 1981 au plus tard et le rapport définitif le 30 juin 1981. Elle précisait, par ailleurs, que les milieux universitaires et le public en général seraient invités à faire connaître leur point de vue sur l'ensemble de ces questions.

Le comité a le plaisir de soumettre le présent rapport préliminaire, qui vise plus à stimuler la discussion qu'à traiter de façon exhaustive toutes les questions soulevées par les termes de son mandat. Il sera heureux de pouvoir conduire des débats avec les représentants des milieux universitaires et du public avant de soumettre son rapport définitif.

INTRODUCTION

Historique de la question

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il y a 36 ans de cela, la vie économique, sociale et culturelle de l'Ontario a évolué. La production de son secteur primaire - essentiellement l'agriculture, les mines et la sylviculture - a augmenté. Le secteur secondaire s'est épanoui, et la province s'est dotée d'une base solide de production dans un certain nombre de domaines, entre autres, la fabrication de produits en métal, l'industrie alimentaire, la fabrication de produits électriques, les métaux vils, l'industrie chimique, la fabrication de machines, l'industrie de la pâte et du papier. La construction d'un grand nombre d'autoroutes, de grand-routes et d'un important réseau de transport urbain a amélioré les transports. La voie maritime du St-Laurent a révolutionné l'accès aux marchés internationaux. Des centrales nucléaires sont venues s'ajouter aux centrales hydro-électriques pour répondre à la consommation d'énergie de l'Ontario. Le secteur tertiaire a connu une croissance extraordinaire et est devenu la principale source d'emploi de la province, la demande de "professionnels" s'intensifiant dans les domaines de la santé, de l'éducation, du bien-être social et des loisirs. La musique, le théâtre, la littérature et les autres arts ont également fait un grand bond en avant.

Ces progrès, rendus possibles par l'amélioration du niveau d'éducation de la population, sont le fruit des efforts combinés de professionnels hautement qualifiés - hommes de science, spécialistes des sciences humaines et sociales, ingénieurs et administrateurs ayant essentiellement une formation universitaire - et d'une main-d'oeuvre qualifiée. L'après-guerre a été marquée par une reconnaissance accrue de la valeur des études supérieures, en particulier en raison de leur importante contribution au progrès social et économique. La province, par sa politique en matière d'éducation, s'est efforcée de se doter de la population fortement scolarisée dont a besoin une société de plus en plus complexe, industrialisée et technologique et, compte tenu de l'explosion des naissances de l'après-guerre, de donner au nombre de plus en plus grand de jeunes gens qui seraient en âge d'aller à l'université dans les années 1960 et au début des années 1970 la possibilité d'y entrer.

De 1945 à 1965, les investissements de plus en plus importants de l'Ontario dans le système universitaire firent passer le nombre des universités subventionnées de 3 à 14. Une quinzième vint s'ajouter en 1973, lorsque l'université Wilfrid Laurier devint admissible au programme complet de subventions. Le gouvernement adopta et annonça publiquement sa politique d'accessibilité à l'université, par laquelle il s'engageait à ce que tout étudiant ayant les titres et compétences voulus sur le plan scolaire et désireux de poursuivre des études universitaires puisse s'inscrire à un programme d'une université de l'Ontario. Les subventions publiques aux universités augmentèrent considérablement et la part des frais d'exploitation des universités assurée par les étudiants et leurs familles diminua d'environ 30 pour cent dans les années 1940 à un minimum de 15 pour cent en 1976-77. Un vaste programme de prêts et de bourses aux étudiants fut créé pour aider ceux qui étaient dans l'impossibilité de payer ou de faire payer par leur famille le coût de leurs études.

Vu l'étendue de l'Ontario, de nouvelles universités furent créées dans diverses régions de la province pour faciliter l'accès des étudiants aux études supérieures. Le gouvernement reconnaissait ainsi le fait que toutes les régions, quelle que soit la taille de leur population, contribuent à la prospérité de la province et que chacune d'entre elles a un caractère qui lui est propre et des besoins spéciaux. C'est ainsi que des universités furent créées dans le Sud, le Nord-Est et le Nord-Ouest de l'Ontario.

En 1963, dans une importante déclaration sur la politique gouvernementale concernant les universités, le Premier ministre ontarien d'alors, l'honorable John Robarts, passa en revue la planification établie en fonction de la croissance prévue. Selon les prévisions des experts de l'époque, au moins 91 000 étudiants allaient s'inscrire à plein temps pour suivre des études de 1^{er} cycle en 1970, peut-être même 100 000. En réalité, ces prévisions furent dépassées, puisque 105 000 étudiants s'inscrivirent à des cours universitaires en 1970.

En 1965, le ministre des Affaires universitaires de l'époque, l'honorable William Davis, prédit 150 000 inscriptions en 1975; il y en eut en fait 145 000.

Durant les années 1960 et 1970, il y eut une augmentation tout aussi importante mais moins

remarquée des étudiants à temps partiel. De 1962 à 1979, le nombre d'inscriptions à temps partiel passa de 13 750 à environ 90 000, c'est-à-dire qu'il se multiplia par plus de six. Par ailleurs, le nombre d'inscriptions à des cours d'éducation permanente non sanctionnés par des crédits passa à 125 000 cette même année.

Conçu vers la fin des années 1950 et le début des années 1960, le système universitaire de l'Ontario a accueilli l'équivalent de 195 876 étudiants à temps plein en 1976-77. Cette année marqua un record du nombre des inscriptions au cours des années 1970 et pourrait encore être dépassé. Le sommet de la vague due à l'explosion des naissances d'après-guerre devrait toucher les universités en 1983 et il semble qu'elles soient prêtes à absorber le choc.

Durant ces mêmes années, les universités contribuèrent à une hausse considérable du niveau d'éducation de la population. Le taux de participation du groupe d'âge des 18 à 24 ans atteignit son maximum en 1976-77 avec 15,5 pour cent et l'accessibilité augmenta pour tous les groupes de personnes en âge d'aller à l'université.

Au cours du semestre d'automne 1979, les universités de l'Ontario accueillirent 82 000 personnes âgées de 25 ans et plus, essentiellement dans des programmes d'études à temps partiel et des programmes de maîtrise et de doctorat; les personnes de ce groupé d'âge constituaient 23 pour cent du total des inscriptions calculées en équivalents d'étudiants à temps plein pour ce semestre. Les cours universitaires dispensés en français se multiplièrent également et on en offre actuellement à l'université d'Ottawa, à l'université Laurentienne et au collège de Hearst qui lui est rattaché, ainsi qu'au collège Glendon de l'université York.

Dans les années 1960, le gouvernement dut admettre que les universités ne suffisaient plus à répondre à la vaste gamme d'intérêts et d'aptitudes de ceux qui désiraient poursuivre une éducation postsecondaire. En conséquence, il créa en 1965 un réseau complémentaire de collèges d'arts appliqués et de technologie. Ces 22 collèges ont connu une croissance phénoménale depuis leur création. Ils accueillent actuellement plus de 100 000 étudiants à temps plein, dont 76 000 dans des programmes postsecondaires.

La remarquable contribution des universités, de l'Institut Polytechnique Ryerson, du Collège des beaux-arts de l'Ontario, de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et des collèges communautaires à la hausse du niveau d'éducation de la population ontarienne est mise en évidence par les chiffres recueillis lors du recensement de 1976. Cette année-là, 27 pour cent de tous les résidents de l'Ontario âgés de 24 ans avaient suivi un programme débouchant sur un diplôme ou un certificat de niveau postsecondaire. En plus de ces 27 pour cent, 22 pour cent avaient reçu une formation postsecondaire partielle.

La mission de l'université ne se limite pas à offrir des programmes d'enseignement à la population: elle va bien au-delà. C'est au sein même de l'université que s'effectuent les recherches et les activités intellectuelles dont le but est de faire progresser le savoir. Les universitaires de l'Ontario ont contribué de façon exceptionnelle et multiple aux progrès de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, de l'activité intellectuelle et de la culture. Il faut regretter que ces résultats soient souvent si mal connus. Il est impossible de dresser l'inventaire des impressionnantes réalisations canadiennes dans le cadre de ce bref compte rendu, mais quelques exemples permettront d'illustrer nos propos.

Tuzo Wilson est le père de la théorie des plaques tectoniques en géologie. Marshall McLuhan a révolutionné les courants de pensée avec son étude des effets des mass-media sur la culture. L'université de Waterloo est à l'avant-garde des recherches mondiales sur le développement des langages de programmation. Northrop Frye contribua considérablement à l'avancement de la critique littéraire. Un groupe dirigé par E. J. Burton, de l'université de Toronto, construisit le premier microscope électronique. R. L. Noble, de l'université Western Ontario, introduisit la vinblastine dans le traitement des cancers. G. Krotkov, de l'université Queen's, découvrit la photorespiration chez les plantes. Donald Creighton, de l'université de Toronto, a écrit de nombreux ouvrages sur l'histoire canadienne qui ont été couronnés par des prix. Et chaque université ontarienne pourrait ajouter bien d'autres noms à cette liste.

Tout au long de cette période d'après-guerre, caractérisée par une extraordinaire expansion,

l'autonomie des universités fut en grande partie préservée. En fait, peu d'établissements subventionnés par des fonds publics sont plus autonomes que les universités de l'Ontario qui sont restées libres d'accomplir leur mission fondamentale d'enseignement et de recherche et de servir comme critiques pour les questions sociales, politiques, économiques et écologiques.

La situation actuelle

Quelle est maintenant la situation de l'Ontario, en ce début des années 1980? De quels atouts dispose-t-elle? Quels sont les défis qu'il lui faut relever? La province a beaucoup de ressources naturelles: terres arables, eau douce, minerais, forêts et terres ouvertes aux loisirs. Ses sources d'électricité sont suffisantes et elle est située dans un pays qui peut parvenir à se rendre autonome sur le plan énergétique; on y trouve la base manufacturière du Canada. Sa population est très éduquée; sa main-d'oeuvre, qualifiée. Quels que soient les critères de comparaison dont on pourrait se servir, il s'agit là d'un patrimoine enviable. Mais l'Ontario n'est pas à l'abri des dangers. Ses fabricants se heurtent à présent à une compétition internationale beaucoup plus forte qu'auparavant. Comme l'économie canadienne dans son ensemble, le secteur manufacturier doit prendre des mesures correctrices pour s'adapter à l'escalade du coût de l'énergie. Les investissements du Canada dans la recherche et le développement sont inférieurs à ceux de ses principaux concurrents internationaux. Les taux de croissance économique sont inférieurs à ceux des années précédentes. Visiblement, il faut faire appel à de nouvelles stratégies, de nouveaux systèmes et de nouvelles technologies.

La population de l'Ontario change rapidement. Elle devrait continuer à croître jusqu'au siècle prochain, mais le profil des groupes d'âge va changer: il y aura une baisse graduelle du groupe des 24 ans et moins et une importante augmentation du groupe des 25 ans et plus. Des études démographiques laissent entrevoir que la catégorie des personnes dépendant de la population active comptera de moins en moins d'enfants et de jeunes et de plus en plus de personnes âgées. Le partage des ressources publiques fera donc l'objet d'une compétition de plus en plus grande entre d'une part les services de santé et autres services sociaux réclamés par les personnes âgées et d'autre part l'éducation des jeunes.

En même temps, les Ontariens auront de nouvelles occasions d'accroître leurs connaissances. Le nombre croissant de personnes de 25 ans et plus faisant partie de la population active pourrait avoir pour effet un transfert des priorités d'enseignement vers des programmes de perfectionnement, de recyclage et de maintien de la compétence professionnelle. Il sera nécessaire de créer de nouveaux programmes pour aider une population active de plus en plus âgée à se tenir à jour, et les universités auront un rôle fondamental à jouer sur ce plan.

L'avenir des universités est cependant lourd d'incertitude. Les inscriptions fluctuent. Après avoir atteint leur maximum en 1976-77, elles avaient diminué de cinq pour cent en 1978-79, et les taux de participation ont diminué parallèlement aux inscriptions. Il y a eu une reprise des inscriptions au cours des deux dernières années qui les a fait remonter d'environ quatre pour cent; mais on ne sait pas encore avec certitude si la croissance actuelle des inscriptions traduit une plus grande participation des résidents de l'Ontario, car il y a une augmentation simultanée du nombre d'étudiants étrangers. Après 1983, on s'attend à une baisse prononcée (d'environ 17 pour cent entre 1983 et 1996) de la taille du groupe d'âge correspondant traditionnellement à celui des étudiants d'université, 18 à 24 ans. En outre, les inscriptions aux programmes évoluent en fonction des préférences des étudiants, mais les universités sont en train de perdre la souplesse nécessaire pour répondre à ces changements.

Cette perte de souplesse s'explique par un certain nombre de facteurs. Un moratoire relatif aux subventions d'investissement pour les nouvelles constructions fut imposé au début des années 1970 et, depuis lors, le niveau de ces fonds est resté bas. Durant les années 1960 et 1970, les subventions d'exploitation, en dollars constants, ont augmenté tous les ans jusqu'en 1976-77, mais ont diminué chaque année par la suite. Les fonds de bibliothèques ne répondent plus aux besoins. L'équipement scientifique n'est ni entretenu ni remplacé de façon convenable. Le corps professoral et le personnel non enseignant ont commencé à diminuer. Les salaires et avantages sociaux offerts par les universités ont pris du retard par rapport à ce qui se passe dans les secteurs public et privé. Le moral est en baisse: des relations syndicales officielles commencent à remplacer l'ancien style de gestion collégiale. Il y a de plus en plus de cas soumis à des tribunaux d'arbitrage. La capacité

d'adaptation des universités est sérieusement mise à l'épreuve.

En 1979, le Conseil des affaires universitaires de l'Ontario qualifiait les universités comme étant "au bord de l'abîme" et signalait que l'Ontario risquait de perdre le bénéfice des importants investissements effectués dans ses universités. Il est donc grand temps de faire face aux problèmes actuels et de réfléchir à l'avenir.

Ce rapport préliminaire passe de nouveau en revue les objectifs et buts actuels des universités à la lumière de divers scénarios financiers et mécanismes d'allocation de subventions possibles. Il examine ensuite divers moyens de structurer les relations entre les universités et le gouvernement afin de parvenir à envisager l'avenir de façon plus claire.

I. OBJECTIFS PASSÉS ET À VENIR DES UNIVERSITÉS

On a chargé le comité de définir publiquement les objectifs des universités de l'Ontario pour les années 1980, en les explicitant en termes concrets. Le gouvernement de l'Ontario qui, jusque-là, avait fourni des objectifs au système universitaire, a adopté il y a deux ans les objectifs officiellement formulés par le Conseil des affaires universitaires de l'Ontario. Le comité se propose de traduire ces objectifs en termes concrets mais ne terminera ce travail qu'après avoir reçu des commentaires sur son rapport préliminaire.

Les raisons d'être traditionnelles des universités - chercher la vérité; découvrir, conserver et dispenser le savoir; jouer un rôle de critique vis-à-vis de la société - sont toujours aussi valables à notre époque. C'est de cette façon que se perçoivent les universités. Mais il existe un autre point de vue, qui est tout aussi important dans les années 1980, c'est celui du public: quelle est l'idée que se fait ce dernier des universités? La raison d'être des universités, c'est, avant tout, de servir l'intérêt public d'un grand nombre de façons toutes dérivées de leurs deux grands pôles d'intérêt: le savoir et l'enseignement.

Le service que rendent les universités est de ceux dont aucune société démocratique ne peut se passer. Si on laisse leur qualité se détériorer, ce déclin aura des conséquences directes sur la santé économique et la prospérité de la province. Il n'est pas possible de conserver la base industrielle de l'Ontario si l'on ne peut compter sur des "professionnels" de grande valeur, sur des intellectuels capables d'analyser les problèmes à la lumière des événements antérieurs et des prévisions concernant l'avenir. La province doit faire face à une compétition plus agressive qu'autrefois. Il lui faudra effectuer de nouveaux aménagements en fonction de l'augmentation du coût de l'énergie. De façon générale, les taux de croissance économique sont actuellement faibles dans la plupart des pays industrialisés.

L'avenir de l'Ontario dépend de son ingéniosité. La province doit former des personnes qui soient capables d'effectuer un excellent travail dans le domaine de la recherche fondamentale et dans celui de la recherche appliquée; elle doit permettre à ceux qui en sont capables et désireux d'étudier aux frontières du connu; elle doit

pouvoir compter sur des "professionnels" capables de travailler comme chercheurs, consultants et conseillers des gouvernements. L'enjeu de la bataille, c'est la capacité des universités en matière de service à l'Ontario et au Canada. Ce qu'elles ont fait dans le passé, ce qu'elles devraient accomplir à l'avenir et ce qui rendrait le plus service aux résidents de l'Ontario, voilà l'objet du présent chapitre.

En 1967, le ministre des Affaires universitaires de l'époque, l'honorable William Davis, avait proposé pour le système universitaire les objectifs suivants:

- . fournir aux diplômés des connaissances et des compétences techniques qui leur permettent de jouer un rôle vital dans notre société;
- . promouvoir les facultés intellectuelles de façon à créer chez les hommes et les femmes la soif d'apprendre et la motivation voulue pour acquérir de nouvelles connaissances tout au cours de leur vie;
- . chercher la vérité et la connaissance au-delà des frontières du savoir actuel;
- . transmettre notre culture commune aux étudiants et à la société dans son ensemble;
- . façonner des diplômés dont les attitudes soient compatibles avec la société libre dans laquelle nous vivons.

La commission de 1972 sur l'éducation postsecondaire en Ontario ne proposa pas de nouveaux objectifs pour les universités. Elle émit, cependant, plusieurs recommandations importantes: rendre les universités plus accessibles aux femmes, aux autochtones, aux Franco-Ontariens et aux autres groupes minoritaires; faire la distinction entre les subventions destinées à la recherche et les subventions destinées à l'instruction; restructurer les relations entre l'université et le gouvernement.

Dans son rapport de 1978 intitulé The Ontario University System: A Statement of Issues, le Conseil des affaires universitaires de l'Ontario redéfinit les objectifs du système universitaire ontarien, objectifs qui furent par la suite adoptés par le gouvernement:

- . rehausser le niveau d'éducation de la population;
- . éduquer et former des professionnels;
- . permettre de faire des études au niveau intellectuel le plus élevé;
- . effectuer de la recherche fondamentale et appliquée (y compris le développement et l'évaluation);
- . offrir un service à la collectivité.

Le comité s'est servi de ces objectifs comme point de départ, en prenant pour acquis qu'ils étaient reliés les uns aux autres et que leur ordre ne traduisait aucune hiérarchie.

Rehausser le niveau d'éducation de la population

Dans une grande mesure, cet objectif est en train de se réaliser. La contribution des universités, à laquelle est venue s'ajouter celle des collèges d'arts appliqués et de technologie, a été considérable. Les universités sont réparties dans l'ensemble de la province et offrent une vaste gamme de programmes. Tous les étudiants qui désirent entreprendre des études universitaires et qui ont terminé l'école secondaire avec un minimum de 60 pour cent dans six crédits de 13^e année peuvent s'inscrire dans l'un des programmes d'une université. Nous ne disposons pas de données qui permettent de faire des comparaisons exactes entre les taux de participation de l'Ontario et ceux d'autres pays, mais les chiffres publiés par l'UNESCO sur les taux de participation postsecondaire pour le groupe d'âge des 20 à 24 ans classaient le Canada au deuxième rang après les États-Unis parmi les pays industrialisés. Les portes de l'université ont été ouvertes à tous les groupes d'âge intéressés. Le taux de participation des femmes a augmenté. Cela est également vrai pour les Franco-Ontariens. Un premier effort a été fait pour mettre l'université à la portée des autochtones et à celle des handicapés physiques.

Cet objectif continue à être d'une très grande importance pour l'avenir de la province. Mais, que signifie-t-il en termes concrets pour les années 1980? La politique d'accès à l'université de l'Ontario n'a jamais été fondée sur un niveau préétabli de participation du groupe d'âge des 18 à 24 ans ou de n'importe quel autre

groupe d'âge. Enfait, au cours des deux dernières décennies, la moyenne d'âge des étudiants de l'université a augmenté, car de plus en plus de personnes vont à l'université après quelques années passées sur le marché du travail. L'Ontario s'est fondé sur la demande des étudiants, et sa politique a consisté à répondre à cette demande dans la mesure où les exigences de base sur le plan des études étaient respectées.

On constate un manque de plus en plus grand d'hommes de science, d'ingénieurs et d'administrateurs à mesure que le Canada s'efforce d'augmenter ses investissements dans la recherche et le développement pour aligner ses dépenses en la matière sur celles de ses concurrents internationaux. L'analyse du marché du travail et plusieurs enquêtes effectuées auprès de diplômés permettent de conclure que ces derniers ne sont pas en surnombre. Le chômage est moins important chez les diplômés d'université que dans toute autre catégorie de travailleurs, et il est peu vraisemblable que leur nombre dépasse la demande sur le marché du travail. En outre, l'Ontario a besoin d'un plus grand nombre de personnes ayant une formation universitaire, d'abord parce que c'est important pour elles-mêmes et deuxièmement parce qu'elles jouent un rôle primordial dans la vie sociale et économique de la province.

Le principe selon lequel les universités devraient essayer de répondre à la demande des étudiants reste valable. Mais l'Ontario peut-il se permettre de financer cet objectif dans le contexte économique actuel? On pourrait tout aussi bien se demander si l'Ontario peut se permettre de ne pas continuer à faire cet important investissement dans l'enseignement universitaire. Il s'agit là de questions d'intérêt public qu'aucun gouvernement n'a le droit d'ignorer.

En abordant ces questions, le gouvernement devrait être conscient que l'effort d'ouverture de l'université au cours des deux dernières décennies, si vigoureux qu'il ait été, n'a pas résolu tous les problèmes. Au nombre des défis qu'il reste à relever, il faut citer:

- . répondre aux besoins du groupe de plus en plus important des personnes de 25 ans et plus;
- . continuer à augmenter le taux de participation des femmes;

- . permettre aux Franco-Ontariens d'avoir davantage accès à l'université;
- . permettre aux autochtones d'avoir davantage accès à l'université;
- . permettre aux individus provenant de milieux socialement et économiquement défavorisés d'avoir davantage accès à l'université;
- . permettre aux handicapés physiques d'avoir davantage accès physiquement à l'université et leur fournir des moyens particuliers d'étudier;
- . permettre à ceux qui vivent dans des parties éloignées de la province d'avoir accès à l'université en améliorant les moyens de télécommunications qui permettent d'étudier à distance.

Si tous ces objectifs étaient atteints, il serait possible d'étendre considérablement la participation au niveau universitaire. Les établissements auraient cependant à accroître leur capacité d'adaptation, car les besoins de ces groupes diffèrent de ceux de la clientèle habituelle.

Eduquer et former des professionnels

Les universités se sont profondément engagées dans la voie qui permet de préparer les étudiants à des carrières. Toutes les études de niveau universitaire peuvent servir de préparation à une carrière ou à une profession, quoique certains programmes soient plus directement orientés vers des professions bien particulières. Les programmes d'enseignement destinés aux futurs membres des professions libérales ou "professionnels" dans des domaines traditionnels ou plus nouveaux s'inscrivent dans cette catégorie: droit, médecine, ingénierie, architecture, art, dentaire, pharmacie, soins infirmiers, physiothérapie et ergothérapie, médecine vétérinaire, enseignement et théologie. Un certain nombre de programmes sont directement associés à des professions ou secteurs de l'industrie bien particuliers, par exemple, l'agriculture, le journalisme, l'économie domestique, l'assistance sociale, la bibliothéconomie, l'éducation physique, la gestion. Dans les facultés d'arts et de sciences, on peut rattacher à des possibilités d'emploi de nombreuses disciplines sur lesquelles reposent des secteurs entiers

de l'industrie; c'est le cas en particulier des disciplines suivantes: comptabilité, botanique et zoologie, chimie, informatique, géographie, géologie, mathématiques et statistiques, langues modernes, physique, psychologie, beaux-arts et arts appliqués, musique.

Même si les données dont on dispose sur l'évolution des préférences des étudiants ne sont pas exactes, il semble que la part des inscriptions en arts et en sciences ait augmenté durant les années 1960; depuis lors, elle a baissé. Ces deux tendances peuvent s'expliquer en grande partie par la croissance et la diminution subséquente de la demande d'enseignants d'écoles élémentaires et secondaires. Bien qu'on ne dispose pas de données complètes sur les inscriptions par programme, on estime que plus des trois quarts des étudiants actuels à temps plein du 1^{er} cycle s'inscrivent dans des programmes qui débouchent directement ou indirectement sur une carrière ou une profession.

Ce deuxième objectif a été atteint jusqu'à présent dans la mesure où il existe au moins un programme d'enseignement préparant à chacune de ces professions ou carrières et que l'enseignement de ces programmes est assez bien réparti dans la province. Dans certaines limites, l'université a su faire face à l'évolution des préférences des étudiants, mais il reste encore beaucoup à faire:

- . répondre aux besoins d'expansion et de spécialisation dans certains domaines professionnels pour lesquels existent déjà des programmes;
- . répondre à la demande de programmes correspondant à de nouvelles carrières et professions;
- . répondre aux besoins des étudiants qui désirent suivre un grand nombre de ces programmes à temps partiel;
- . répondre à la nécessité d'aider les professions en offrant des programmes d'éducation permanente;
- . augmenter la recherche dans les domaines où elle est actuellement insuffisante.

Dans quelle mesure les programmes de préparation à des professions et carrières devraient-ils permettre de

répondre à la demande future? Une partie de la réponse est fournie par les objectifs explicités en termes concrets. Pour que l'Ontario puisse atteindre correctement le deuxième objectif, les cours offerts dans ces domaines doivent tenir compte de la demande des étudiants. Quel rôle joue la planification en matière de personnel pour déterminer le nombre de places offertes? La planification centralisée en matière de personnel est souvent inefficace; elle est trop facilement faussée par certains événements économiques imprévisibles et par les modifications des politiques. Cependant, certaines disciplines échappent à la règle générale. La politique gouvernementale réglemente ou canalise fortement l'offre dans certaines professions, comme en médecine et dans l'enseignement, et on ne prévoit pas ici de changements. Les professions elles-mêmes peuvent déclarer avoir un rôle à jouer dans la détermination de l'offre. Lorsque les programmes sont coûteux, il ne semble pas que l'on puisse justifier l'augmentation des effectifs, sauf si une pénurie est prévue. Ces limitations générales mises à part, on peut considérer comme valable toute politique consistant à répondre à la demande des étudiants. Les perspectives pour les années 1980 laissent entrevoir que la demande restera forte dans tous les programmes destinés à des professionnels et dans la plupart des programmes préparant à des carrières.

Permettre de faire des études au niveau intellectuel le plus élevé

Cet objectif concerne surtout les études de 2^e et 3^e cycle et, à ce titre, est lié au quatrième objectif, celui qui se rattache à la recherche.

Durant les années 1960, les études de maîtrise et de doctorat en Ontario ont pris de plus en plus d'importance en réponse à divers facteurs, en particulier la pénurie d'enseignants universitaires canadiens, la croissance rapide de la recherche et des connaissances au Canada et une demande croissante de formation spécialisée, essentiellement au niveau de la maîtrise, préparant à certaines professions. Les inscriptions, cependant, se stabilisèrent au début des années 1970 et sont restées à peu près au même niveau depuis. Entre 1972-73 et 1979-80, les inscriptions ont augmenté en équivalents d'étudiants à temps plein de seulement 4,6 pour cent. Entre le début et la fin de la décennie, le nombre d'étudiants inscrits à temps plein n'avait augmenté que de 200.

Malgré la stabilité relative des effectifs, le choix des disciplines a considérablement varié. Au niveau de la maîtrise, les sciences humaines ont diminué de 14 pour cent entre 1975-76 et 1979-80. Les sciences naturelles et les sciences appliquées ont connu une baisse de 18 pour cent au cours de la même période. Les sciences de la vie ont augmenté de 19 pour cent et les sciences sociales de 5 pour cent. Au niveau du doctorat, les sciences humaines ont baissé de 18 pour cent et les sciences naturelles et les sciences appliquées de 14 pour cent. Les sciences sociales sont restées stables et les sciences de la vie ont augmenté de 12 pour cent.

Durant les années 1960 et 1970, les programmes de maîtrise et de doctorat ont considérablement augmenté en nombre et en étendue, à la fois au niveau de la maîtrise et à celui du doctorat. Il en est résulté une gamme actuelle très vaste de programmes à la fois dans les tronc communs traditionnels et dans les domaines spécialisés, à savoir les domaines qui se rattachent directement à certaines professions ou carrières. Actuellement, les 15 universités offrent 391 programmes de maîtrise. La majorité de ces programmes se rapporte aux tronc communs traditionnels; la plupart des inscriptions, aux programmes spécialisés. Au niveau du doctorat, 10 universités offrent 237 programmes qui couvrent 77 disciplines.

Le déclin des inscriptions au niveau des 2^e et 3^e cycles durant les années 1970 dans les disciplines relevant des tronc communs traditionnels est dû en grande partie à la baisse des possibilités de carrière dans le corps professoral des universités et dans le secteur de la recherche hautement qualifiée, dans certains domaines des sciences appliquées et des sciences naturelles. Ce sont ces types de carrières qui continuent à attirer le plus les titulaires de doctorat dans la plupart des disciplines. On a enregistré par ailleurs une forte demande de titulaires de baccalauréat dans certains domaines, demande qui a incité beaucoup d'entre eux à préférer entrer immédiatement dans le marché du travail plutôt que de suivre des études de maîtrise moins intéressantes sur le plan économique: ce phénomène a donc éliminé une partie des aspirants éventuels à des études de 2^e et 3^e cycle. Comme le phénomène en question a de fortes chances de persister au cours des cinq premières années de 1980, on peut raisonnablement supposer qu'il s'accélérera légèrement. Parallèlement à cela, on peut s'attendre à assister à une légère augmentation des inscriptions dans certains programmes spécialisés, en

raison de la pénurie de main-d'oeuvre actuelle dans ces domaines. En conclusion, le nombre global d'inscriptions à des études de maîtrise et de doctorat devrait vraisemblablement rester stable.

Toutefois certains problèmes, qui se dessinent à l'horizon, méritent qu'on s'y intéresse immédiatement. Étant donné la distribution d'âge anormale du corps enseignant dans les universités au Canada, les effectifs actuels accuseront une érosion notable vers la fin de la présente décennie, à mesure que les membres les plus âgés du corps enseignant parviendront à l'âge de la retraite. Il faudra les remplacer pour que les universités continuent à avoir le nombre d'enseignants voulu; or, un candidat doit étudier de quatre à six ans après le baccalauréat pour parvenir au doctorat: il faudrait donc commencer dès maintenant à planifier ces besoins de personnel. En outre, il faudra également tenir compte du besoin en chercheurs qualifiés, dont on prévoit la croissance au cours de la décennie. Dans ce domaine également, les études de maîtrise et de doctorat sont d'une grande importance, car elles servent de base à la formation des futurs chercheurs et les étudiants en maîtrise et en doctorat fournissent les assistants et les collaborateurs dont on a besoin en recherche.

À la lumière de ces considérations, voici donc quels sont les défis qu'il va nous falloir relever à l'avenir:

- . les universités devraient maintenir les programmes de doctorat à un niveau qui permette à l'Ontario d'apporter une contribution proportionnelle au développement du personnel enseignant des universités;
- . les programmes de maîtrise et de doctorat devraient fournir, en nombre suffisant, les spécialistes et chercheurs dont ont besoin les secteurs privé et public, de façon qu'ils n'aient pas à dépendre de la migration;
- . les universités devraient pouvoir répondre promptement à tout nouveau besoin en spécialistes et chercheurs;
- . les programmes de valeur internationale qui existent actuellement en Ontario devraient être protégés;

- . la qualité des programmes actuellement offerts devrait être améliorée.

Effectuer de la recherche fondamentale et appliquée (y compris le développement et l'évaluation)

Les universités sont de grands réservoirs de recherche et ont un rôle exceptionnel à jouer dans ce domaine. Non seulement elles forment de futurs chercheurs dans leurs programmes de 2^e et 3^e cycle, mais leur corps enseignant constitue également le groupe le plus important de chercheurs actifs, particulièrement dans le domaine de la recherche fondamentale. L'activité de recherche dans les universités ontariennes a augmenté rapidement après la Deuxième Guerre mondiale, mais c'est surtout dans les années 1960 que s'est produite la grande expansion. Les universités engagèrent alors un grand nombre d'enseignants très qualifiés et orientés vers la recherche. Les dépenses d'investissement consacrées aux installations matérielles, aux bibliothèques et à l'équipement de laboratoire augmentèrent. Les universités créèrent des programmes de maîtrise et de doctorat dans un grand nombre de disciplines. Toutes ces mesures entraînèrent une croissance de la capacité de recherche des universités ontariennes, qui fut immédiatement mise à contribution. De nouvelles équipes de recherche furent créées, de nouveaux centres et instituts de recherche furent établis, et il s'instaura un climat d'ensemble favorable à la recherche.

En 1976-77, les universités de l'Ontario reçurent une aide à la recherche d'environ \$112,5 millions, sous forme essentiellement de subventions en provenance du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Ce montant représentait plus de 40 pour cent de toute la recherche subventionnée effectuée au cours de cette année dans les universités canadiennes et correspond à la proportion des professeurs canadiens en poste dans les universités ontariennes. Toutefois, en dollars constants, les subventions de recherche sont restées presque au même niveau au cours des années 1970.

Les estimations actuelles de la part du budget des universités consacrée à la recherche révèlent que les fonds d'exploitation des universités permettent de financer approximativement 53 pour cent de la recherche en sciences naturelles et environ 78 pour cent de la recherche en sciences sociales. La proportion des dépenses de recherche des universités en sciences humaines est de beaucoup supérieure.

Une étude récente entreprise par le comité canadien sur le financement de la recherche universitaire a permis d'établir qu'environ 35 pour cent, en moyenne, des ressources universitaires étaient consacrées à la recherche.

Vers la fin des années 1970, les chercheurs et les universités ont exprimé leur inquiétude quant à la détérioration des conditions dans lesquelles s'effectue la recherche. Jusqu'à présent, la plupart des subventions directes de financement à la recherche effectuée au Canada ont été fournies par le gouvernement fédéral par le canal de l'un de ses trois principaux organismes de subvention: le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil de recherches en sciences humaines et sociales et le Conseil de recherches médicales. Cependant, la structure de soutien de la recherche dans les universités - la fourniture des locaux, les salaires du corps enseignant et du personnel non enseignant et les congés des enseignants aux fins de recherche - est financée par les subventions d'exploitation et d'investissement provinciales. Il est donc essentiel que s'établisse une collaboration efficace entre les organismes fédéraux et provinciaux pour le soutien à la recherche.

Il est également indispensable que s'établisse une collaboration efficace entre le gouvernement, le secteur privé et les universités en vue d'élaborer les lignes de conduite et stratégies voulues en matière de recherche.

Dans la deuxième moitié des années 1970, la capacité de recherche des universités ontariennes a diminué. Le stock d'équipement de recherche acquis dans les années 1960, dans le cadre de l'expansion des investissements de l'époque, n'est plus adéquat, en raison de son usure physique ou de son obsolescence. Bien qu'aucune estimation précise des coûts de remplacement ne puisse être faite, le maintien de la capacité de recherche correspondant au niveau de connaissances actuel pourrait entraîner une dépense annuelle supplémentaire de \$25 millions. Les collections des bibliothèques doivent également être réapprovisionnées, car les sommes affectées annuellement augmentent selon un taux bien inférieur à celui de l'inflation. Ces coûts viennent s'ajouter aux pertes de capacité de recherche entraînées par l'augmentation du nombre d'heures d'enseignement des professeurs et la baisse du nombre d'étudiants de maîtrise ou de doctorat dans certaines disciplines.

Il y a cependant quelques signes encourageants. On parle de plus en plus de la nécessité pour le Canada et l'Ontario d'augmenter leurs investissements dans la recherche et le développement, et certains signes permettent d'affirmer que l'on devrait finalement parvenir à une collaboration plus efficace entre le gouvernement, le secteur privé et les universités.

Dans ce contexte, voici quels sont les défis qu'il nous faudra relever à l'avenir:

- . fournir à toutes les universités la possibilité d'effectuer des recherches dans toutes les disciplines qu'elles enseignent (cette notion est indissociable de celle d'université et assure la base requise pour maintenir la qualité d'un enseignement supérieur);
- . aider les universités à mieux répondre aux nouveaux besoins en matière de recherche, en particulier dans les domaines qui contribuent au développement de l'Ontario;
- . donner aux universités l'équipement dont elles ont besoin pour être efficaces dans leur recherche de pointe;
- . aider davantage les universités à coopérer efficacement avec l'industrie et le gouvernement dans les domaines de la recherche qui touchent à des besoins nationaux;
- . maintenir les activités de recherche indépendamment des fluctuations du nombre d'étudiants.

Offrir un service à la collectivité

Comme nous l'avons précédemment mentionné, les universités rendent des services très divers à la collectivité tout en remplissant leur mandat, qui est d'enseigner et de faire de la recherche. En travaillant à la réalisation de ce cinquième objectif, les universités fournissent de nombreux services directs à la collectivité en conséquence de leurs activités proprement universitaires et professionnelles. Le vaste réservoir de savoir des universités est facilement accessible et fréquemment utilisé par la collectivité. Les membres du corps enseignant, à titre de consultants, de commissaires, de médiateurs, d'arbitres, de conseillers municipaux et de

membres des conseils scolaires et des conseils d'administration des hôpitaux, rendent de précieux et nombreux services à la collectivité.

Par ailleurs, les universités organisent des conférences publiques, des concerts, des représentations théâtrales, des expositions d'art et des épreuves sportives, généralement dans leurs propres locaux ou sur leurs propres terrains. Elles mettent ces installations sportives et culturelles à la disposition de la collectivité. Elles fournissent des services de consultation juridique et toute une gamme de services dans le domaine de la santé, y compris des services de consultation externe pour les soins médicaux et dentaires; elles offrent également des services de consultation aux entreprises locales; enfin, leur personnel participe activement à la vie des organismes à but non lucratif de la collectivité.

De bien des façons, on le voit, les universités apportent d'importantes contributions à la vie de la collectivité. Celle-ci compte sur ces services dans un rapport inversement proportionnel à l'existence de services comparables ailleurs dans la collectivité. À ce titre, le rôle de l'université dans les collectivités les plus petites, les plus éloignées et les plus isolées est particulièrement important. Dans ces régions, l'université est fréquemment le foyer de la vie culturelle et récréative de la collectivité ainsi que son centre intellectuel. Dans les grandes villes, le rôle de l'université, à ce titre, est plus limité, mais il est rarement négligeable.

Dans la mesure où les universités sont dynamiques et bien vivantes, elles rendent efficacement ce genre de services à la collectivité. À l'avenir, les universités devraient non seulement maintenir ce genre de services, mais vraisemblablement être amenées à répondre à de nouveaux besoins en la matière.

Conclusion

Dans le présent chapitre, le comité a examiné dans quelle mesure les universités de l'Ontario avaient atteint les objectifs fixés officiellement au cours de la dernière décennie et a fait ressortir un certain nombre de défis qu'elles devront relever pour répondre aux besoins qui caractériseront la prochaine décennie. Parmi ces défis, citons une plus grande ouverture des universités, afin de répondre aux aspirations des citoyens appartenant aux

groupes tels que Franco-Ontariens, autochtones, personnes économiquement et socialement défavorisées, et l'élaboration de programmes qui répondent aux nouveaux besoins d'éducation permanente et d'enseignement à temps partiel. En outre, pour que l'Ontario puisse rester dans l'économie mondiale et assumer son rôle traditionnel dans la vie du Canada, les universités devront absolument faire un plus grand effort pour fournir l'éducation générale, la formation professionnelle, les équipes de chercheurs et d'hommes de science spécialisés et les activités de recherche et de développement nécessaires à la prospérité de l'Ontario et de ses citoyens dans les années à venir.

Dans quelle mesure les universités pourront-elles répondre à ces besoins? La réponse dépendra du niveau de ressources dont elles pourront disposer, question qui sera traitée dans le chapitre suivant.

II. ANALYSE DES NIVEAUX DE SUBVENTIONS EN FONCTION DES OBJECTIFS

On a, dans le chapitre précédent, décrit les objectifs établis pour le système universitaire de l'Ontario, précisé dans quelle mesure ces objectifs avaient été atteints durant les années 1960 et 1970 et noté les domaines dans lesquels il fallait faire des efforts particuliers. Le présent chapitre étudie divers niveaux hypothétiques de subventions et s'efforce d'évaluer leurs conséquences sur la réalisation de ces objectifs durant les années 1980.

La réalisation des objectifs indiqués coûterait cher, mais leur non-réalisation se ferait aussi lourdement payer. C'est parce qu'ils se demandaient avec une réelle inquiétude si le système universitaire aurait la capacité d'atteindre les objectifs fixés, aux niveaux actuels de subventions, que les présidents des conseils d'administration et les directeurs administratifs des universités ont décidé de faire part de leurs préoccupations au Premier ministre l'été dernier. Ce sont ces préoccupations, ainsi que celles du gouvernement, qui expliquent l'importance accordée dans les termes du mandat de notre comité à l'établissement de la relation entre les objectifs et les niveaux de subventions pour l'ensemble de la décennie 1980. Les niveaux de subvention sont établis chaque année, mais leur impact sur le système universitaire et sur sa capacité d'atteindre ses objectifs est cumulatif.

Nous présentons trois modèles.¹ Tous ont été élaborés à partir d'hypothèses énoncées. Le modèle 1, dont il existe deux variantes, établit par extrapolation les futurs niveaux de subventions sur la base d'un faible taux de croissance réelle qui, dans une certaine mesure, permettrait de répondre aux besoins présentés dans le chapitre un.

Le modèle 2 est basé sur les niveaux de subvention établis par l'OCUA. Il intègre une baisse prévue des effectifs entre 1984 et 1991 et une augmentation de la "productivité" du système universitaire.

Le modèle 3, dont trois variantes sont présentées, prévoit des augmentations de subventions inférieures, à des degrés divers, au taux d'inflation. Les résultats de chacun de ces trois modèles et de leurs variantes sont exprimés en dollars constants.

1. Pour de plus amples détails sur les méthodes de calcul, se reporter à l'annexe A.

Avant de présenter ces modèles en détail, le comité désire insister sur un point particulièrement important. Ce sont les personnes qui constituent le coeur même de l'université. Les universités ne pourraient, sans leur personnel enseignant et leur personnel de soutien, atteindre leurs objectifs, lesquels servent les intérêts des étudiants et de la population de l'Ontario dans son ensemble. Environ 80 pour cent du coût d'exploitation des universités correspond aux dépenses salariales et avantages sociaux. Pour diminuer les dépenses de façon significative, il faudrait donc diminuer les frais de personnel, en réduisant soit le niveau des salaires, soit les effectifs. Ces réductions auraient des effets négatifs directs sur les intéressés et sur l'aptitude des universités à atteindre leurs objectifs. En décrivant les modèles qui prévoient une diminution des revenus, le comité est parfaitement conscient des conséquences négatifs qu'ils entraînent.

MODÈLE 1

Le modèle 1 fournit la possibilité, sous réserve de décisions prudentes, de renforcer l'aptitude des universités à relever les défis présentés dans le chapitre un. Selon les prévisions du modèle, les effectifs du corps enseignant et du personnel de soutien resteraient constants à l'échelon du système, ce qui n'empêcherait pas la taille des divers établissements de varier individuellement. Le modèle 1 suppose également que les universités recevront les fonds nécessaires pour faire face au coût prévu d'augmentations salariales raisonnables établies conformément aux pratiques actuelles, c'est-à-dire qui tiennent compte des "progressions individuelles" (PTR).²

MODÈLE 1a

Le modèle 1a, la première variante du modèle 1, repose sur les hypothèses suivantes:

1. Les subventions permettront de faire face à l'inflation.
2. Les subventions permettront de faire face au coût des PTR (soit un coût net de deux pour cent par an de 1981-82 à 1985-86 et de un pour cent par an ensuite).

2. Progress Through the Ranks. Se reporter à l'annexe A pour plus des précisions à ce sujet.

3. On ne tient pas compte de la variation des effectifs et, au cas où les inscriptions diminueraient, toutes les ressources libérées seront consacrées à la réalisation des objectifs définis au chapitre un.
4. Les subventions contiendront une somme supplémentaire de \$25 millions par an destinée à assurer le remplacement de l'équipement et du mobilier (établi selon un cycle de remplacement de 15 ans).

Selon le modèle la, le niveau des subventions de base 1980-81, qui s'élève à \$1 064,1 millions, passerait (en dollars constants) à \$1 227,2 millions en 1990-91, soit une augmentation de \$163,1 millions (15,3 pour cent). Cette différence correspondrait à une augmentation annuelle moyenne de \$13,8 millions, en plus des \$25 millions prévus chaque année pour le remplacement de l'équipement.

Impact du modèle la sur les objectifs

À ce niveau de subventions, le système universitaire serait beaucoup mieux armé qu'il ne l'est actuellement pour atteindre les objectifs définis au chapitre un. Facteur particulièrement important, les universités pourraient renforcer leur capacité de recherche. Les fonds supplémentaires affectés à l'équipement permettraient aux établissements d'améliorer et de remplacer leur matériel selon un rythme réaliste. En outre, les universités verraient croître leurs possibilités de recherche et d'enseignement, dans la mesure où l'érosion normale des effectifs leur permettrait de nommer de nouveaux membres à plein temps au sein du corps enseignant et du personnel de soutien dans les domaines prioritaires. Ces nouvelles nominations permettraient aux établissements de répondre de façon positive aux besoins de l'Ontario dans le domaine de la recherche et à la nécessité de créer de nouveaux programmes d'enseignement pour répondre aux besoins futurs.

Le système, qu'il s'agisse de personnel ou d'équipement, aurait un degré de souplesse qui lui

permettrait de s'adapter à la politique du gouvernement et d'apporter aux programmes les innovations requises pour répondre aux défis du futur. Il est évident que les universités pourraient, dans une certaine mesure, devenir plus accessibles aux groupes énumérés dans les paragraphes du premier chapitre correspondant aux deux premiers objectifs. Ainsi, pour pouvoir fournir la population active mieux formée dont a besoin l'Ontario, les universités pourraient mettre en place des programmes à temps partiel destinés aux professionnels et à d'autres groupes de personnes s'orientant vers une carrière. Les fonds disponibles pour le renouvellement de l'équipement permettraient d'améliorer la capacité de recherche, facteur qui sera de plus en plus important pour l'Ontario si ce dernier désire participer à la mise au point de nouvelles technologies. En fait, si le niveau de subventions adopté dans le modèle la était réellement accordé aux universités, celles-ci pourraient accomplir des progrès dans la plupart des objectifs décrits au chapitre un.

Il serait bon, toutefois, d'ajouter quelques mots de mise en garde. Jusqu'à présent, la discussion est restée fondée, en partie, sur l'hypothèse que les effectifs recrutés dans le groupe d'âge - traditionnellement le plus important - des 18 à 24 ans diminueraient et que cette baisse libérerait donc des ressources qui seraient affectées à de nouvelles initiatives. Il ne faut pas oublier, cependant, que les niveaux d'inscriptions ne sont pas faciles à prédire avec exactitude. Ainsi, si l'on repassait au taux de participation de 1976-77 du groupe d'âge des 18 à 24 ans, on conserverait le niveau d'inscriptions actuel durant les années 1980, même si les inscriptions ne provenaient que des groupes d'étudiants traditionnels. Si cela se produisait, les universités auraient beaucoup de mal à étendre leurs services à de nouveaux groupes et à élaborer de nouveaux programmes.

Impact du modèle la sur les mécanismes d'octroi de subventions

Si les universités obtenaient ce niveau de subventions, on suppose que les méthodes d'octroi ne seraient pas contestées. Les subventions calculées d'après la formule existante seraient acceptables dans l'ensemble et le gros des fonds disponibles serait distribué de cette façon.

MODÈLE 1b

Le modèle 1b est identique au modèle 1a, si ce n'est qu'on n'y prévoit pas le remplacement de l'équipement et du mobilier. Dans ce cas, les besoins financiers des universités ontariennes augmenteraient de \$138,1 millions, soit 13 pour cent, d'ici la fin de la décennie, ce qui correspondrait à une augmentation annuelle moyenne de \$13,8 millions.

Impact du modèle 1b sur les objectifs

Comme dans le cas du modèle 1a, si les effectifs diminuaient, les universités dont les services seraient améliorés pourraient être accessibles à un plus grand nombre de personnes, même en ne comptant que sur le corps enseignant et le personnel non enseignant actuels. Cependant, il serait difficile pour les universités de maintenir simultanément leur capacité de recherche car ce serait à elles de financer le remplacement de l'équipement et du mobilier avec les fonds d'exploitation habituelles. En d'autres termes, le maintien de leur capacité de recherche empêcherait les universités d'effectuer aussi bien qu'avec le modèle 1a les améliorations envisagées.

Supposons, cependant, que le besoin de remplacer l'équipement soit tel qu'il faille prélever des fonds à partir d'autres postes budgétaires des universités. On pourrait alors envisager de "geler" pendant une année tous les postes libérés par le départ de leurs titulaires. Cette mesure permettrait de récupérer \$10,6 millions par an au cours de la décennie et préserverait en partie la capacité actuelle des universités en matière de recherche. Cette possibilité est dans une certaine mesure théorique, car les départs s'effectuent de façon aléatoire et sont rarement liés aux besoins d'enseignement et de recherche des universités. En fait, il est probable qu'une université réaffecterait une partie des fonds libérés par l'érosion des effectifs chaque année pour résoudre des problèmes d'équipement particuliers.

Impact du modèle 1b sur les mécanismes d'octroi des subventions.

Comme dans le cas du modèle 1a, un mécanisme d'octroi des subventions selon une formule déterminée demeurerait vraisemblablement acceptable. Il faudrait peut-être intervenir dans une certaine mesure pour assurer la différenciation des rôles et la rationalisation et, très vraisemblablement, il faudrait envisager sérieusement l'allocation de fonds spéciaux pour assurer le financement

des dépenses d'équipement et de bibliothèques et répondre à d'autres besoins.

MODÈLE 2

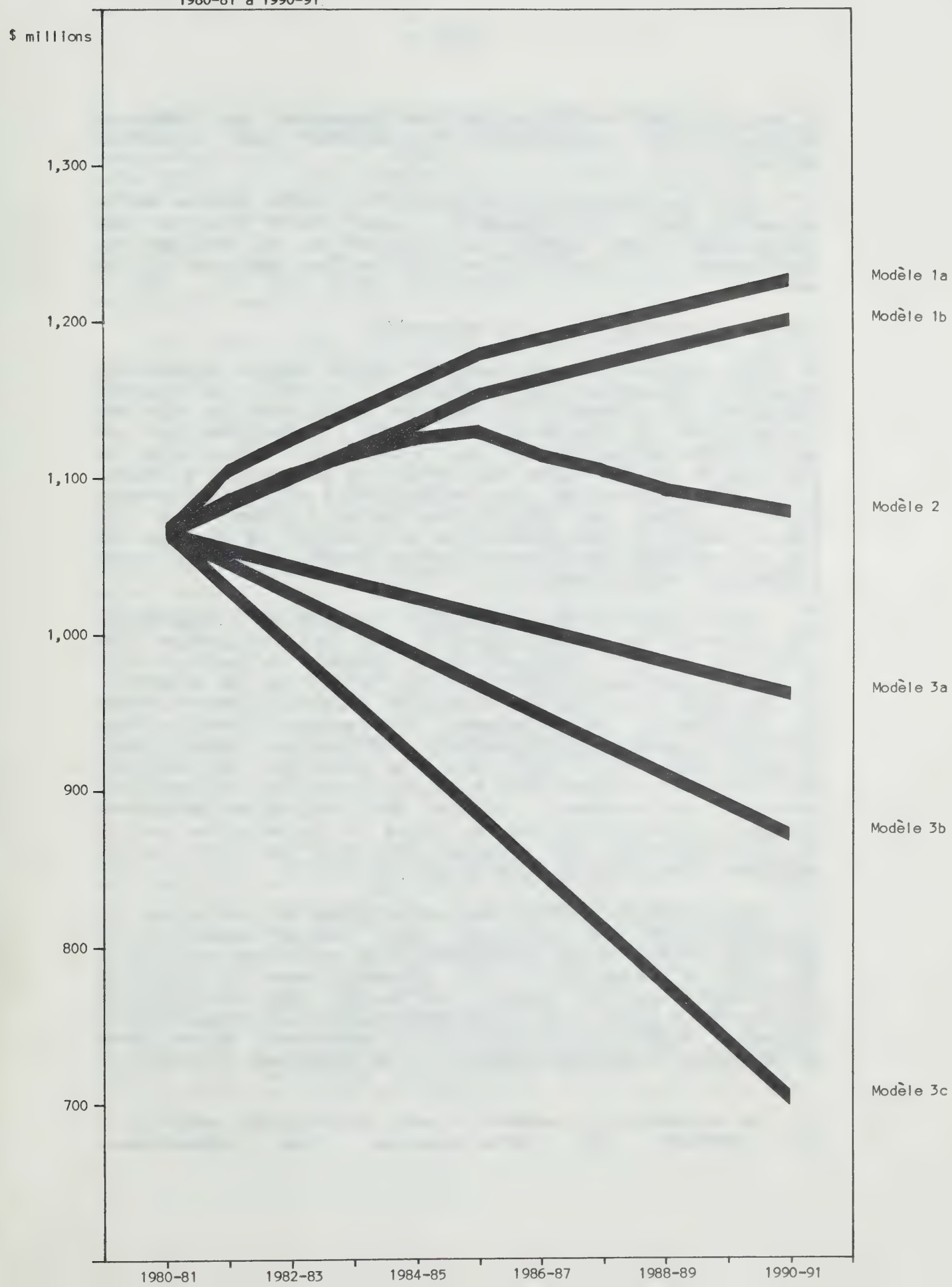
Ce modèle projette les dépenses des universités en se basant sur le modèle de financement du Conseil des affaires universitaires de l'Ontario. Il tient compte des variations d'effectifs prévues et d'une augmentation de la productivité, ainsi que du coût des PTR décrit dans le modèle 1. Voici quelles sont les hypothèses précises adoptées par le modèle 2:

1. Les subventions permettront de faire face à l'inflation.
2. Les subventions permettront de faire face au coût des PTR (coût net de deux pour cent par an de 1981-82 à 1985-86 et de un pour cent par la suite).
3. Les universités augmenteront leur productivité de 0,5 pour cent par an.
4. Les inscriptions varieront annuellement conformément aux changements prévus (par Statistique Canada) dans le groupe d'âge des 18 à 24 ans. Ces variations seront pondérées par le facteur multiplicatif $1/2$.

Selon le modèle 2, les subventions de 1980-81, soit \$1 064,1 millions, seraient supérieures de \$15,4 millions, soit 1,4 pour cent, en 1990-91. Ce résultat final serait cependant la conséquence d'une croissance réelle de 6,2 pour cent au cours des cinq premières années de la décennie et d'une diminution presque aussi importante au cours des cinq années suivantes, comme on peut le voir sur la figure 1. À la fin de la décennie, le total des dépenses serait inférieur de 10,2 pour cent aux dépenses prévues dans le modèle 1b.

Avec ce modèle, le niveau des subventions pour chacune des cinq premières années est grosso modo le même qu'avec le modèle 1b; par contre, pour les cinq dernières années de la décennie, le taux de diminution est comparable à celui du modèle 3a. Bien que le niveau des subventions pour les cinq premières années soit proche de celui du modèle 1b, la gestion prudente requise par la diminution des cinq années suivantes exigerait l'adoption de mesures préparatoires durant les cinq premières années,

Figure 1 Prévision des dépenses des universités en dollars constants
1980-81   1990-91



y compris une réaffectation des dépenses, qui pourrait empêcher les universités d'atteindre les objectifs actuels.

Dans la discussion qui suit, le comité traite de la décennie dans son ensemble, sans tenir compte des variations d'une année sur l'autre ou de celles qui distinguent la première moitié de la période de la seconde.

Impact du modèle 2 sur les objectifs

Du point de vue des universités, cette option financière présente plusieurs inconvénients. Elle ne permet nullement de rattraper le terrain perdu vers la fin des années 1970; au contraire, le modèle 2 présuppose que les universités effectueront des ajustements financiers en fonction de la variation des effectifs et devront parvenir à une amélioration de leur productivité malgré le terrain perdu. Rien de particulier n'est prévu pour le remplacement de l'équipement et du mobilier (à part ce que les universités considèrent actuellement comme un poste budgétaire insuffisant).

Si le modèle 2 était choisi, l'impact de l'adaptation des niveaux de subventions à la baisse prévue des effectifs et de l'application du facteur de productivité se ferait lourdement sentir d'ici la fin de la décennie. Si les diminutions de fonds étaient réparties entre toutes les catégories de dépenses, il faudrait prévoir une diminution équivalant à environ 1 300 postes d'enseignants à temps plein et 1 800 postes de personnel de soutien. Ces chiffres correspondent à 10 pour cent de l'ensemble du personnel du système.³ Si ces diminutions de personnel étaient toutes effectuées au cours de la deuxième moitié de la décennie, les mesures requises et leur impact seraient identiques à ceux du modèle 3a.

On pourrait éviter ces réductions de personnel si l'augmentation des salaires, pour chaque année de la décennie, était fixée en moyenne à un pour cent au-dessous du taux d'inflation. Ces augmentations ne seraient applicables que si, durant les années 1980, les salaires des secteurs public et privé subissaient une augmentation également inférieure au taux de l'inflation. Sinon, même si ce genre de mesures permettait de conserver l'intégrité

3. Se reporter à l'annexe A pour les calculs relatifs à la méthode de détermination des réductions.

du système, elles auraient des effets négatifs. Des niveaux de salaires insuffisants entraîneraient vraisemblablement le départ de membres du personnel enseignant et non enseignant de grande qualité, qui iraient dans les secteurs capables de leur fournir une meilleure rémunération, et ceci compromettrait dans une certaine mesure la réalisation de tous les objectifs. Les objectifs trois et quatre seraient particulièrement touchés, car les bons chercheurs constituent un groupe particulièrement mobile.

En outre, des réductions de personnel d'une telle envergure compliqueraient les problèmes actuels d'allocation des ressources du système et l'empêcheraient encore plus qu'actuellement de répondre aux besoins perçus de réorientation. La façon la moins déplaisante de parvenir aux diminutions requises de personnel consisterait, pour les universités, à exploiter au maximum les taux normaux d'attribution au cours de la décennie. Toutefois comme l'érosion du personnel a tendance à se produire plus souvent dans les secteurs caractérisés par une forte demande de la part des étudiants et des employeurs que dans les domaines où la demande est faible, elle aurait pour effet d'affaiblir des programmes importants et certains programmes disparaîtraient. En outre, la planification nécessaire pour faire face aux baisses de la deuxième moitié de la décennie entraînerait sûrement la suppression de programmes. Étant donné le temps de latence nécessaire pour réduire les dépenses de cette manière, il faudrait commencer à prévoir la suppression de programmes immédiatement, durant la période d'expansion continue. De telles mesures auraient de graves effets négatifs sur le système et sur son aptitude à atteindre les objectifs fixés.

Un autre moyen simplifié de diminuer les dépenses consisterait à augmenter le nombre d'heures d'enseignement des professeurs en supprimant, entre autres, les congés aux fins de recherche. Ce type d'approche ne diminuerait réellement les dépenses que si les enseignants en surnombre à cause de l'augmentation du nombre d'heures d'enseignement quittaient le système. De plus, les conséquences de ce genre de mesures affecteraient gravement la capacité de recherche du système. En outre, à moins que la plupart des universités d'Amérique du Nord et d'Europe ne prennent des mesures identiques, une grande partie des meilleurs enseignants iraient chercher du travail dans d'autres universités.

En tout cas, quel que soit le mode de réduction de personnel choisi, voici quelles seraient les conséquences d'un tel acte sur les objectifs du système:

- . on ne pourrait pas compter que les universités deviennent plus accessibles;
- . sur le plan des programmes destinés à former des professionnels, il serait impossible de relever rapidement et positivement les nouveaux défis qui se posent;
- . le potentiel de recherche souffrirait, car le système ne pourrait pas compter sur l'injection des nouveaux membres du corps enseignant et du personnel technique requis pour effectuer des recherches et encourager les nouvelles initiatives;
- . le potentiel de recherche serait également entravé par la non-résolution du problème posé par l'équipement actuel; en conséquence, la contribution des universités aux innovations industrielles ne pourrait augmenter;
- . l'étendue et la qualité des services à la collectivité diminueraient inévitablement.

Impact du modèle 2 sur les mécanismes d'octroi de subventions

Sans entrer en détail dans les modifications possibles qu'il faudrait apporter au mécanisme actuel d'octroi, on peut affirmer que certains aménagements seraient inéluctables. Même si une formule fondée sur les inscriptions continuait à s'avérer un moyen acceptable de répartir la plupart des ressources disponibles, il resterait certains problèmes particuliers à résoudre. Par exemple, il faudrait prévoir l'allocation de certaines subventions spéciales aux établissements particulièrement affectés, entre autres, par la différenciation des rôles, le facteur géographique et l'incapacité de s'adapter à des changements de circonstances. Il faudrait envisager très sérieusement d'introduire des subventions d'encouragement visant à pousser les établissements à modifier leurs programmes et à leur permettre de faire face au coût de fermeture de certains de leurs programmes.

MODÈLE 3

Les trois variantes du modèle 3 reposent sur l'hypothèse selon laquelle tout modèle de subventions comparable à celui dont se sert le Conseil des affaires universitaires de l'Ontario entraînerait des dépenses excédant les ressources que le gouvernement est prêt à accorder au système universitaire. Cette hypothèse est loin d'être improbable à la lumière des récents événements.⁴ En fait, depuis 1977-78, que ce soit à cause d'un programme de restrictions budgétaires, d'une diminution des possibilités gouvernementales en matière d'augmentation des recettes, de la nécessité pour le gouvernement de changer ses priorités en ce qui touche les dépenses ou d'une combinaison quelconque de ces facteurs, les universités ont reçu des subventions globales dont l'augmentation a été inférieure à celle de l'inflation.

MODÈLE 3a

Le modèle 3a, la première variante du modèle 3, suppose que les subventions aux universités subiront une réduction annuelle réelle de l'ordre de un pour cent par rapport au taux d'inflation.

Cela se traduirait par une baisse de revenus de \$101,7 millions, soit 9,6 pour cent, au cours de la décennie. Cette somme équivaut à une diminution de subventions de \$10,2 millions par an en moyenne. Selon ce modèle, d'ici 1990-91, les dépenses totales seraient inférieures de 19,9 pour cent aux dépenses prévues par le modèle 1b et de 10,8 pour cent aux dépenses prévues par le modèle 2.

Impact du modèle 3a sur les objectifs

Le modèle 3a impose des dépenses salariales de 22,1 pour cent au-dessous des niveaux formulés par le modèle 1b. Pour parvenir à ces chiffres au cours de la décennie, il faudrait:

- a) établir les salaires durant la décennie à deux pour cent par an au-dessous du taux d'inflation (ces faibles augmentations

4. Pendant quatre ans de suite, les revenus des universités ont été inférieurs au niveau jugé nécessaire par l'OCUA: de 1,1 pour cent en 1978-79, de 2,5 pour cent en 1979-80, de 2,8 pour cent en 1980-81 et de 2,4 pour cent en 1981-82.

salariales ne seraient envisageables que si tous les autres secteurs de la société acceptaient des ententes semblables d'augmentations salariales inférieures au taux d'inflation);

- b) procéder à des coupures de personnel de l'ordre de 2 900 postes d'enseignants et de 4 000 postes pour le personnel non enseignant (soit une diminution de 22,1 pour cent du corps enseignant et du personnel non enseignant);
- c) utiliser une combinaison quelconque de a) et de b).

Voici quel serait vraisemblablement l'effet des réductions de personnel précédemment décrites sur les objectifs du système:

- . afin de préserver la qualité de leurs programmes de base, les universités seraient obligées d'abandonner leurs programmes d'éducation populaire, de supprimer des programmes d'enseignement dans un certain nombre de disciplines et d'imposer des limites strictes aux inscriptions dans d'autres;
- . pour conserver la qualité de l'enseignement, il faudrait vraisemblablement concentrer les ressources dans des secteurs bien définis de certains établissements désignés, ce qui diminuerait automatiquement la diversité des programmes;
- . le système universitaire se trouverait dans une situation où il serait incapable de répondre aux besoins de main-d'oeuvre de la province, en particulier en matière de formation de professionnels;
- . à ce niveau de subventions, on pourrait difficilement s'attendre à ce que le système puisse préserver autre chose qu'une gamme minimale de programmes de maîtrise et de doctorat dans la province;
- . le potentiel de recherche des universités serait considérablement amoindri, car la suppression des programmes d'enseignement se traduirait par une perte correspondante sur le plan de la capacité de recherche;

- . facteur tout aussi grave, on assisterait à une dégradation de l'atmosphère générale, ce qui accélérerait le départ des scientifiques et spécialistes de valeur;
- . on assisterait également et de façon inévitable à une diminution sérieuse des services offerts à la collectivité.

Impact du modèle 3a sur les mécanismes d'octroi de subventions

Le modèle 3a accentue considérablement les problèmes précédemment décrits dans le modèle 2. À ce niveau de subventions, il n'est pas évident que la méthode fondée sur la formule actuelle puisse être conservée. Même si l'approche fondée sur cette formule restait acceptable comme méthode d'octroi de base pour une partie importante de l'ensemble des fonds disponibles, de fortes pressions s'exerceraient en faveur d'un système de subventions interventionniste ne reposant plus sur la formule et englobant une part de plus en plus importante de financement global du système. Il faudrait prévoir l'octroi de subventions spéciales pour aider les universités à faire face au coût de réduction du personnel et des programmes, subventions qu'il faudrait ajouter à celles prévues pour les raisons précédemment décrites dans le cas du modèle 2. Étant donné le temps de latence nécessaire pour permettre aux étudiants de terminer un programme dont on a prévu la suppression et pour mettre en oeuvre la politique de suppression d'une partie du personnel permanent, il faudrait certainement adopter des mesures d'allocation spéciales.⁵

Outre le fait qu'elle contribuerait à l'apparition d'un système d'octroi plus interventionniste, l'importance des réductions envisagées entraînerait vraisemblablement la mise en place de mesures de contrôle supplémentaires. Ces mesures pourraient comprendre des restrictions sur tous les nouveaux programmes destinés aux professionnels et de 2^e et 3^e cycle ou la fixation de plafonds d'inscriptions par établissement. Ces mesures nécessiteraient probablement que s'exerce une autorité qui chapeauterait l'ensemble du système universitaire et aurait son mot à dire sur pratiquement tous les sujets relatifs au fonctionnement des universités. Les questions que pourrait soulever l'institution d'un tel organe directeur sont abordées au chapitre trois.

5. Se reporter à l'annexe B pour une étude de l'importance des suppressions de programmes.

MODÈLE 3b

Le modèle 3b, deuxième variante du modèle 3, débouche sur une réduction encore plus grande des budgets de base des universités, car il part de l'hypothèse selon laquelle les subventions aux universités suivront une augmentation inférieure de deux pour cent au taux d'inflation jusqu'à la fin de la décennie.

Dans le cas de cette variante du modèle 3, la réduction de fonds serait, en dollars constants, de \$194,7 millions, soit 18,3 pour cent, au cours de la période de dix ans, ce qui correspondrait à une diminution annuelle moyenne d'environ \$19,5 millions. Selon ces résultats, d'ici la fin de la décennie, le total des dépenses serait inférieur de 27,7 pour cent au coût de maintien du système universitaire actuel, prévu par le modèle 1b.

Impact du modèle 3b sur les objectifs

Cette variante impose des dépenses salariales de 29,6 pour cent au-dessous des niveaux prévus par le modèle 1b. Ces diminutions de dépenses pourraient entrer en vigueur seulement si les mesures suivantes étaient réalisables:

- a) fixation des augmentations salariales du corps enseignant et du personnel non enseignant à trois pour cent par an au-dessous du taux d'inflation, ce qui ne serait possible que si tous les autres secteurs de la société acceptaient des augmentations comparables;
- b) diminution de personnel de l'ordre de 3 800 postes d'enseignants et de 5 300 postes pour le personnel non enseignant (ces chiffres représentent une diminution d'environ 30 pour cent du personnel);
- c) une combinaison quelconque de a) et de b).

Des diminutions de personnel de cette importance entraîneraient obligatoirement d'importants changements dans la structure du système universitaire de l'Ontario. Même la rationalisation du système au moyen d'éliminations volontaires de programmes ne permettrait pas d'atteindre des réductions de cette importance.

Essentiellement, il existe deux solutions qui permettent d'atteindre des réductions de personnel de cette importance:

1. Une élimination globale d'un nombre important de programmes universitaires au niveau du baccalauréat, des programmes professionnels et du 2^e et 3^e cycle (en plus de ceux décrits dans le modèle 3a).
2. Une contraction du système par l'élimination de certains établissements de la liste des universités ayant droit aux subventions gouvernementales.

Cette importante suppression de programmes se traduirait:

- . par une diminution de l'accessibilité tant quantitative que géographique aux programmes de tous les niveaux: baccalauréat, professionnel, maîtrise et doctorat (la gravité des répercussions varierait en fonction de la démographie, du taux de participation et des préférences des étudiants pour tel ou tel programme);
- . par une diminution de l'activité intellectuelle et de la recherche (la gravité des répercussions varierait en fonction de la qualité des programmes supprimés);
- . par une augmentation des difficultés financières à court terme occasionnée par le coût de la réduction d'une partie du personnel enseignant et non enseignant et par les "coûts indirects" propres aux universités et indépendants du nombre de programmes.

Il est évident que la suppression de programmes sur une telle échelle rendrait impossible le maintien du principe de la permanence. Il faudrait, donc, pour rendre viable l'option de suppression des programmes, apporter des modifications aux conventions collectives existantes qui lient la sécurité de l'emploi à la permanence et à l'ancienneté ou, le cas échéant, imposer par des lois de nouvelles conditions d'emploi s'appliquant à l'ensemble du système. Ce genre de mesures pourrait se révéler suffisamment indigeste pour qu'on lui préfère la fermeture

de certains établissements, ce qui limiterait ces problèmes aux universités en question.

Pour diminuer les dépenses jusqu'au niveau prévu par le modèle 3b, il faudrait augmenter les diminutions obtenues dans l'ensemble du système grâce au modèle 3a en fermant une ou plusieurs universités correspondant à 10 pour cent du système actuel. Cette option se traduirait:

- . par une perte de l'accessibilité géographique, qui pourrait être tempérée par le choix des établissements que l'on déciderait de fermer;
- . par une perte d'accessibilité sur le plan quantitatif, que l'on pourrait tempérer en utilisant des fonds supplémentaires pour promouvoir la mobilité des étudiants;
- . par une perte d'accessibilité aux programmes très demandés par les étudiants, ce qui pourrait fort bien être le cas si l'on décidait de fermer des établissements desservant la même région que d'autres mais dont les programmes sont très recherchés;
- . par une perte en matière d'activité intellectuelle et de recherche, du fait que chaque université de l'Ontario possède un groupe de programmes ainsi que des membres du corps enseignant de grande qualité.

Les économies engendrées par cette option seraient supérieures à celles que rapporterait l'option d'élimination de programmes, car toutes les dépenses habituelles des établissements fermés disparaîtraient. Il y aurait, cependant, de nouveaux coûts à court terme entraînés par le départ du personnel enseignant et non enseignant, qu'il faudrait indemniser. Il faudrait également prévoir des dépenses supplémentaires à long terme pour promouvoir la mobilité des étudiants.

Les effets spécifiques de la contraction requise auraient vraisemblablement les inconvénients suivants:

- . la répartition géographique actuelle des programmes d'enseignement serait gravement compromise;

- . dans les établissements non fermés, la suppression de programmes pourrait entraîner des transformations radicales. Ainsi, l'université de Guelph pourrait devenir "l'Institut des sciences de la vie de Guelph"; certaines parties des universités de Guelph, Waterloo, Wilfrid Laurier et McMaster pourraient devenir les campus d'une "université du Centre de l'Ontario";
- . si l'on accordait la priorité à l'accessibilité à l'enseignement de base au niveau du 1^{er} cycle, il est très vraisemblable que l'on choisirait de diminuer la taille des établissements actuels plutôt que de leur attribuer des rôles spécialisés;
- . si l'on accordait la priorité au maintien "dans l'état actuel" de quelques établissements, il faudrait, bien évidemment, réduire encore plus considérablement la taille des autres établissements;
- . la diminution de programmes de maîtrise et de doctorat serait liée aux modifications apportées aux programmes de baccalauréat et professionnels, mais il est vraisemblable qu'elle s'effectuerait sur une échelle encore plus grande.

Impact du modèle 3b sur les mécanismes d'octroi des subventions

On retrouverait les effets décrits dans le cadre du modèle 3a, mais accentués. Il faudrait donc instituer un organisme central très fort pour procéder à une élimination de programmes d'une telle envergure. D'un autre côté, la fermeture d'une grande université ou de trois ou quatre universités plus petites permettrait de conserver, pour les établissements restants, une forme d'octroi basée sur une formule.

La fermeture d'un établissement, quel qu'il soit, même s'il était prévenu suffisamment à l'avance, exigerait l'affectation de fonds spéciaux pour indemniser le personnel permanent. Il faudrait vraisemblablement envisager d'allouer des subventions spéciales à cet effet

et les intégrer aux mesures législatives requises pour dissoudre l'université choisie.

MODÈLE 3c

Le modèle 3, la troisième variante du modèle 3, part de l'hypothèse selon laquelle les augmentations des subventions aux universités seront chaque année inférieures de 4 pour cent au taux d'inflation. Selon cette variante, il y aurait une diminution de financement du système, en dollars constants, de \$356,6 millions.

Impact du modèle 3c sur les objectifs

De telles diminutions de dépenses ne seraient possibles que si les mesures suivantes étaient réalisables:

- a) l'augmentation des salaires du corps enseignant et non enseignant durant la décennie devrait se situer à environ 4, 5 pour cent annuellement au-dessous du taux d'inflation, ce qui ne pourrait se faire que si tous les autres secteurs de la société acceptaient une limitation comparable de leurs augmentations salariales;
- b) une réduction de personnel de l'ordre de 5 600 postes d'enseignants et de 7 700 postes pour le personnel non enseignant;
- c) une combinaison quelconque de a) et de b)

À ce niveau de subventions, aucun des objectifs d'accessibilité ne pourrait être atteint. Les subventions permettraient de maintenir la qualité actuelle de l'enseignement et de la recherche pour seulement 60 pour cent de la capacité actuelle des universités.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Durant toute cette analyse, on n'a utilisé que les subventions d'exploitation pour calculer les niveaux prévus de dépenses. On n'a nullement tenu compte des besoins supplémentaires en subventions d'investissement nécessaires pour entreprendre les rénovations des installations, leur modification ou leur remplacement. Il ne faudrait cependant pas minimiser ces besoins financiers. Ce types de subventions sont très importants pour les universités, en particulier pour celles dont

les installations commencent à vieillir.

CONCLUSION

Les conséquences que peuvent avoir les divers niveaux de subventions envisagés sur les objectifs du système universitaire sont complexes et souvent multiples. Malgré cela, les conclusions que l'on peut retirer des données présentées dans le présent chapitre sont d'une simplicité extrême. Pour atteindre l'ensemble des objectifs définis au chapitre un, le système universitaire a besoin de subventions qui progressent selon un faible taux de croissance réelle. Si l'on projette le modèle OCUA (modèle 2) sur l'ensemble de la décennie, on s'aperçoit que les universités devront procéder à d'importants aménagements et que certains des objectifs ne pourront être atteints. Quant aux niveaux de subventions envisagés dans le modèle 3, dont les augmentations se situent, à des degrés divers, au-dessous du taux d'inflation, ils ne permettraient pas d'atteindre les objectifs définis au chapitre un et la qualité ne pourrait être préservée qu'en imposant des mesures de plus en plus draconiennes se traduisant par l'amenuisement progressif du système universitaire en Ontario, qui deviendrait de plus en plus inaccessible et réservé à une élite.

III. STRUCTURE DU SYSTÈME

Introduction

Le présent chapitre traite du quatrième terme du mandat du comité:

Définir plus clairement les rôles respectifs et conjoints des établissements, du Conseil des universités de l'Ontario, du Conseil des affaires universitaires de l'Ontario et du gouvernement de l'Ontario.

Il débute par une brève description des points que les universités et le gouvernement considèrent comme essentiels dans un système subventionné par des fonds publics et se poursuit par la description de plusieurs modèles permettant de définir les rapports entre les universités et le gouvernement dans ce type de système. Comme il est indispensable de replacer dans leur perspective ces questions afin de pouvoir convenablement les évaluer, le chapitre continue avec un bref historique de l'évolution du système universitaire ontarien et de ses relations avec le gouvernement.

Le chapitre se termine par une analyse plus détaillée du rôle que pourraient tenir le COU et l'OCUA face au système universitaire ontarien des années 1980. Rappelons cependant, pour commencer, qu'une structure, quelle qu'elle soit, n'est qu'un moyen de parvenir à une fin, à savoir, dans le cas qui nous occupe, avoir et conserver des universités de grande qualité en Ontario.

Les points jugés fondamentaux par les universités et le gouvernement

Les établissements d'enseignement supérieur de l'Ontario s'inscrivent dans la fière tradition de liberté de pensée et de recherche qui marque les universités du monde libre. Pour que les universités puissent convenablement remplir leur rôle dans la société, qui consiste entre autres à transmettre et à faire progresser le savoir sous toutes ses formes, il est généralement admis qu'elles doivent conserver leur liberté sur un certain nombre de points fondamentaux.

On décompose généralement la liberté d'enseignement et l'autonomie de l'université, qui est son équivalent à l'échelon des établissements, en trois éléments:

la liberté de choisir qui enseigne, ce que l'on enseigne et à qui l'on enseigne. Plus précisément, cela signifie que les universités doivent être libres de pouvoir choisir les personnes qu'elles engagent dans le corps enseignant et de déterminer les conditions dans lesquelles les membres du corps enseignant pourront exercer leur profession; qui sera admis à étudier et à effectuer des recherches; quels seront le contenu des programmes et les exigences en matière de diplôme; quels seront les sujets de recherche; enfin, comment seront réparties les ressources au sein des établissements. En premier lieu, quand ces considérations se rapportent à des personnes - corps enseignant et étudiants - nous parlons de liberté d'enseignement. Mais quand ces considérations s'appliquent aux établissements, nous parlons alors d'autonomie de l'université.

Si cette autonomie de l'université et la liberté d'enseignement qu'elle vise à protéger sont des conditions importantes du succès avec lequell'université pourra remplir son mandat, elles ne sont pas illimitées, en particulier lorsque la plus grande partie des ressources financières que reçoivent les universités, comme c'est le cas en Ontario, proviennent directement des fonds publics. Le gouvernement a alors la responsabilité de s'assurer que les universités dépensent correctement ces fonds publics et poursuivent de façon efficace les objectifs en fonction desquels les subventions leur ont été accordées. Personne ne remet en doute le principe de base selon lequel tout système qui reçoit un soutien financier public important doit pouvoir rendre compte de son utilisation de façon très exacte.

Le problème, bien entendu, consiste à parvenir à harmoniser ces deux points de vue et à mettre sur pied une structure de relations efficace qui permette aux universités et au gouvernement de faire face à leurs responsabilités légitimes et respectives.

Le gouvernement doit prendre les décisions de base sur toutes les questions qui relèvent de politiques publiques, tout en acceptant les conseils formulés par les universités quant aux conséquences de ces politiques sur l'activité universitaire. Le gouvernement doit établir les objectifs généraux des établissements qu'il subventionne et déterminer les sommes qu'il est prêt à leur accorder, tout en faisant cas de l'opinion des universités quant au bien-fondé de ces objectifs, leurs conséquences sur le plan des ressources et l'aptitude des

établissements à les réaliser étant donné les ressources fournies. Le gouvernement doit déterminer les méthodes de vérification et les rapports financiers qui permettront le mieux de rendre compte au public, par l'intermédiaire de l'Assemblée législative, de l'efficacité et de l'économie avec lesquelles les ressources financées par les deniers publics ont été utilisées, tout en respectant l'opinion des universités quant aux formes que devraient prendre ces rapports.

Il faut appliquer ces considérations générales en fonction de questions plus précises telles que l'accessibilité, la planification de la main-d'oeuvre, les frais de scolarité, les programmes de recherche et les bourses et prêts accordés aux étudiants, toutes questions qui ont des conséquences sur les relations entre le gouvernement et les universités. La méthode optimale permettant de répartir les responsabilités de prise de décision sur de telles questions ne peut être déterminée de façon purement abstraite. Pour arriver à définir une telle méthode, il est indispensable de considérer très attentivement l'évolution et la situation actuelle des groupes intéressés. En outre, la répartition des pouvoirs ne peut se faire qu'après avoir effectué un choix entre un certain nombre de modèles possibles.

Modèles possibles

Aux deux pôles des modèles possibles, on trouve celui du "laissez-faire" (non-ingérence totale du gouvernement) et le modèle centralisateur. Dans le modèle du laissez-faire, chaque université reste entièrement libre de prendre ses propres décisions sur toute question relative à l'enseignement et traite directement avec le gouvernement pour obtenir les fonds publics dont elle a besoin pour mener à bien ses activités. C'était en grande partie la situation des universités en Ontario jusqu'à la fin des années 1950. Bien que cette solution offre un maximum d'autonomie aux établissements, à présent on considère généralement ce système comme inadéquat, en raison de l'importance des subventions fournies par le gouvernement.

Le modèle centralisateur, que l'on retrouve dans la plupart des universités des pays d'Europe et d'ailleurs, ne laisse aux établissements qu'un minimum d'autonomie. Le système universitaire est structuré comme s'il s'agissait d'une annexe du gouvernement central: c'est le gouvernement qui définit la structure organisationnelle

et l'administration des universités, qui nomme le personnel enseignant et administratif, tous fonctionnaires, qui exerce un contrôle détaillé sur les budgets et les programmes et qui gère même certains services. On considère dans l'ensemble du monde anglophone que ce système très centralisé de contrôle gouvernemental ne laisse pas aux universités la liberté dont elles ont besoin pour accomplir convenablement leur mission.

Il existe bien d'autres possibilités que les deux modèles précédemment décrits: chacun emprunte certaines caractéristiques du modèle centralisateur et impose donc des limites à l'autonomie des universités. L'un de ces modèles est le "University Grants Committee" (UGC) mis au point à l'origine en Grande-Bretagne. Institué en 1919, l'UGC, composé essentiellement d'universitaires, constitue pour beaucoup l'exemple parfait d'un système où le gouvernement affecte d'importantes subventions à un organisme sans lui imposer de "contrôle" direct. Bien que son mandat le définît comme un organisme consultatif, l'UGC exerçait en pratique un pouvoir exécutif; après consultation auprès des universités, il fixait le montant des subventions que recevaient ces dernières. Au cours des dernières années, l'UGC a resserré les liens qui l'unissent au ministère de l'Éducation et des Sciences. Ces deux organismes centraux en sont venus à jouer conjointement un rôle de plus en plus dominant en matière de planification de la politique universitaire nationale en Grande-Bretagne.

On peut citer comme autre modèle intermédiaire, celui du contrôle étatique partiel, dont on trouve deux variantes principales aux États-Unis. L'une d'entre elles est illustrée par le modèle université d'État unifié, où un conseil d'administration central est responsable d'une université d'État composée de plusieurs campus. En Ontario, il s'agirait de "l'université de l'Ontario". La deuxième variante est celle du conseil de coordination, où un organisme étatique de coordination, doté de pouvoirs de décision précis, sert d'intermédiaire entre les divers établissements et le gouvernement. Dans ces deux modèles, un organisme central prend des décisions, sur des points précis, au nom du système.

Pour pouvoir bien analyser dans le détail les avantages et inconvénients respectifs de ces modèles, il faut les replacer dans un contexte historique. C'est pourquoi, il nous semble à propos de broser à

présent un historique de l'évolution du système universitaire en Ontario.

L'évolution de la structure du système universitaire ontarien

Jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à part l'université de Toronto, les universités de l'Ontario étaient essentiellement des établissements privés. Aucune d'entre elles ne recevait de sommes importantes en provenance des fonds publics. La situation changea, cependant, à la suite de l'importante expansion de l'enseignement universitaire dans la province au cours des années 1950 et 1960. Cette expansion fut financée presque entièrement par des fonds publics, ce qui amena le gouvernement à participer à l'enseignement universitaire de multiples façons. Dans le cadre de cette expansion, certains anciens établissements religieux furent laicisés afin de pouvoir recevoir des subventions publiques, et un certain nombre de nouvelles universités, créées. Des lois les définirent comme des établissements autonomes et leur accordèrent le droit de décerner des diplômes universitaires. Durant la première partie de cette phase d'expansion, les universités fonctionnèrent pour la plupart comme des établissements entièrement autonomes, n'ayant qu'un minimum de tâches officielles de communication, de collaboration et de coordination à accomplir.

Toutefois on se rendit bientôt compte, à mesure que le système se développait et devenait plus complexe, qu'il était nécessaire de créer une structure plus formelle afin que les universités puissent mieux rendre compte de l'utilisation des subventions et mieux accomplir leur mission d'enseignement.

Le "Committee on University Affairs" (ou comité des affaires universitaires) (CUA), prédécesseur de l'OCUA, et le "Committee of Presidents of the Universities of Ontario" (ou comité des présidents des universités de l'Ontario) (CPUO), prédécesseur du COU, furent tous les deux institués au début des années 1960. Le département des Affaires universitaires, qui allait devenir plus tard le ministère des Collèges et Universités, fut créé en 1965. En 1967, une formule de répartition de subventions d'exploitation, fruit de consultations entre le CUA et le CPUO, fut acceptée par le gouvernement et mise en oeuvre et les travaux commencèrent sur la mise au point d'une

formule de répartition des subventions d'investissement. À peu près à la même époque, le CPUO approuva un système d'évaluation des propositions de nouveaux programmes de maîtrise et de doctorat et on assista aux premières tentatives de mise au point d'un système d'évaluation des disciplines, qui allait devenir la deuxième grande composante du processus de planification des programmes de 2^e et 3^e cycle.

Au cours de cette même année 1967, le gouvernement décida d'établir une commission sur les études postsecondaires en Ontario (Commission on Post-Secondary Education in Ontario), mais il fallut attendre deux ans avant qu'elle fût effectivement constituée. Les deux rapports de cette commission, le rapport préliminaire publié en 1971 et le rapport final publié vers la fin de 1972, et tout particulièrement les réactions qu'ils déclenchèrent déterminèrent la structure du système universitaire de l'Ontario dans les années 1970. Bien qu'il affirmât que l'Ontario était bien servi par ses universités et indiquât sa préférence pour une évolution progressive plutôt que des changements, radicaux, le rapport préliminaire de la commission proposait des modifications importantes de la structure du système d'éducation postsecondaire en Ontario. Il suggérait la création de trois conseils de coordination, un pour chacun des trois secteurs postsecondaires dont celui pour les universités. Ce conseil aurait eu une autorité considérable sur les universités, y compris le pouvoir d'établir de nouveaux programmes d'enseignement, de créer de nouvelles facultés et d'en supprimer d'autres, celui d'établir les critères d'admission dans les établissements relevant de son autorité et le droit d'accorder les subventions à la fois d'exploitation et d'investissement. La proposition ne parvint pas à gagner les suffrages ni de la communauté universitaire ni du gouvernement. Le rapport préliminaire de la commission attira, cependant, l'attention de tous sur le problème de la structure du système universitaire.

Dans son rapport final, la commission modifiait ses précédentes recommandations et proposait la création d'un Conseil des affaires universitaires de l'Ontario, ayant à la fois un pouvoir de prise de décision et un rôle consultatif. Ce nouvel organisme devait planifier et coordonner le système universitaire en consultation avec les universités et leurs associations reconnues, conseiller le ministre sur le niveau global des subventions et allouer et distribuer les subventions

d'exploitation et d'investissement en fonction d'une formule objective.

Le COU appuya vigoureusement ces propositions, à condition que le nouveau conseil consulte le COU sur les questions de planification du système et travaille en étroite collaboration avec le COU pour la mise en oeuvre des plans établis. Il est bon de noter que malgré d'importants désaccords, au début, sur chaque proposition visant à définir un organisme directeur central, lorsque les débats se terminèrent, les divers organismes et universités intéressés étaient tous d'accord sur l'essentiel avec la commission qui recommandait d'accorder des pouvoirs de prise de décision limités à un Conseil des affaires universitaires de l'Ontario. Le Conseil des universités de l'Ontario, la Fédération des associations de professeurs d'université de l'Ontario (Ontario Confederation of University Faculty Associations), la Fédération des étudiants de l'Ontario (Ontario Federation of Students) et toutes les universités approuvèrent cette proposition.

Cette recommandation fut cependant rejetée par le gouvernement, qui la trouvait incompatible avec le principe de la responsabilité du cabinet dans un système parlementaire. Lorsque le gouvernement décida de remplacer le "Committee on University Affairs" par un nouvel organisme, l'OCUA, il choisit de ne lui accorder que des fonctions consultatives. À part le changement de nom, le projet de loi créant le nouveau conseil était presque mot pour mot identique au décret qui avait institué l'ancien CUA. L'OCUA fut autorisé à présenter des recommandations au ministre sur toute question qui, aux yeux du Conseil, pourrait intéresser un ou plusieurs établissements de l'Ontario décernant des diplômes universitaires ou les étudiants inscrits dans ces établissements et sur tout sujet que le ministre lui demanderait d'étudier.

En annonçant la création du nouveau Conseil, le gouvernement indiqua cependant son intention de renforcer les rouages intermédiaires entre les universités et le gouvernement. En décidant de ne pas accorder le pouvoir de décision à un organisme tampon, le gouvernement se réservait le droit de continuer à prendre les décisions de politique d'ensemble concernant les universités, mais acceptait cependant de consulter au préalable un organisme créé à cette fin, dont les recommandations seraient publiées.

Ces décisions définirent la structure du système universitaire de l'Ontario pour le reste des années 1970. Bien que certaines limites supplémentaires

aient été imposées à l'autonomie des universités dans le domaine de la planification des études de 2^e et 3^e cycle, par le biais de l'application des processus d'évaluation, les universités de l'Ontario continuèrent à bénéficier d'un degré d'autonomie relativement élevé.

Quoique penchant lourdement en faveur de l'autonomie des universités, le système assure un certain équilibre entre l'autonomie des universités et l'autorité gouvernementale par une série de contrôles exercés dans le cadre des responsabilités du cabinet et du ministre et des activités du conseil consultatif tampon, l'OCUA. Chaque établissement bénéficie de son propre statut juridique aux termes d'une loi; la direction et la gestion internes relèvent d'une structure d'administration interne définie par le règlement intérieur de chaque université. Le rôle de fidéicommiss des conseils d'administration de chaque université est une garantie pour les contribuables de bonne utilisation des fonds versés aux universités.

Comme autres moyens de contrôle officiel des fonds versés aux universités, il faut citer les dispositions légales aux termes desquelles les universités sont tenues de soumettre des données statistiques et financières au ministère des Collèges et Universités, afin que ce dernier puisse en présenter les résultats à l'Assemblée législative, et la formule de distribution des subventions d'exploitation selon laquelle les fonds publics continuent à être versés de façon non discrétionnaire, sur recommandations de l'OCUA, en fonction du nombre d'inscriptions.

Du fait que les recommandations de l'OCUA ne lient ni le ministre ni le cabinet, le gouvernement reste maître de la décision et peut refuser les recommandations qui lui sont faites. Cependant, en raison du rôle important que joue cette formule non discrétionnaire et de l'équilibre des intérêts des établissements et du système, le gouvernement ne pourrait être amené à prendre ce genre de décision que pour les raisons les plus graves. Alors que le gouvernement est forcé de faire approuver par l'Assemblée législative les budgets de ses ministères, la direction et la gestion internes ainsi que les budgets et programmes d'enseignement de chaque établissement ne sont ni examinés par l'Assemblée législative ni placés sous le contrôle direct du ministère.

Durant les années 1970, la plupart des autres provinces canadiennes prenaient des mesures pour centraliser la planification des programmes d'enseignement au niveau du baccalauréat et des études de maîtrise et de doctorat, soit en confiant cette tâche directement au ministre responsable, soit en la confiant à un organisme tampon. Par contre, en Ontario, la planification des programmes d'enseignement universitaire continua à s'effectuer en grande partie en collaboration et en consultation avec les diverses parties intéressées. Cependant, vers la fin des années 1970, dans un contexte de contraintes financières et de modification des priorités, on se demanda de nouveau sérieusement en Ontario s'il n'était pas indispensable de créer un organisme directeur supplémentaire afin d'améliorer les possibilités de réponse du système aux nouveaux défis qui se posaient.

Les débats sur la structure du système universitaire de l'Ontario furent vigoureusement relancés par le document publié en septembre 1980 par l'OCUA et intitulé System Rationalization: A Responsibility and an Opportunity. L'OCUA y affirmait qu'à la suite de la diminution des subventions qui empêchait les universités d'atteindre collectivement leurs objectifs, celles-ci devaient chercher à maintenir leur qualité tout en utilisant le plus efficacement possible les fonds publics qu'on leur accordait. Pour leur permettre d'y parvenir, l'OCUA recommandait que l'on procède à une plus grande intégration et rationalisation du système, que l'on supprime ou que l'on évite de créer les programmes d'enseignement faisant double emploi, afin de protéger les programmes d'enseignement actuels de grande qualité, de préserver les possibilités d'innovation et de garantir l'utilisation efficace de ressources rares là où elles seraient particulièrement utiles. L'OCUA suggéra que les universités elles-mêmes, par l'intermédiaire du COU, essaient de rationaliser le système. Si, cependant, le COU, corps intermédiaire regroupant les universités, était incapable d'y parvenir, il faudrait envisager de créer un organisme directeur qui ait des pouvoirs plus centralisés.

On se pose de nouveau des questions fondamentales sur la structure du système universitaire de l'Ontario. Si les parties intéressées considèrent, à la quasi unanimité, que les universités devraient conserver une grande autonomie, elles admettent cependant que l'ensemble des décisions prises dans chaque établissement n'est

pas forcément optimal du point de vue de la province. Il reste, dans ce cas, à déterminer la tâche de prendre les décisions au nom du système, décisions qui pourraient éventuellement aller à l'encontre des intérêts d'établissements individuels.

Lorsqu'on replace cette question dans le contexte de l'évolution du système universitaire de l'Ontario, on pense immédiatement au COU et à l'OCUA, deux organismes qui pourraient, seuls ou conjointement, assumer ce genre de responsabilités.

L'université de l'Ontario

Avant d'examiner en détail les options intéressant le COU et l'OCUA, il serait bon d'étudier un modèle particulier caractérisé par un organisme directeur central, à savoir, l'université de l'Ontario. Ce type de modèle offrirait quelques avantages immédiats au gouvernement. Au lieu d'avoir à traiter avec plusieurs établissements autonomes, ce dernier n'aurait affaire qu'à un organisme directeur représentant l'ensemble du système. La voie hiérarchique définissant les responsabilités envers le gouvernement pourrait être clairement définie et directe; la voie descendante de mise en oeuvre des politiques et des décisions en matière de subventions le serait également. L'organisme directeur central serait responsable des programmes d'enseignement, des questions budgétaires et de la politique de recrutement du personnel permettant d'effectuer la planification du système. Les établissements conserveraient quelques initiatives locales.

La création d'une université unique permettrait d'uniformiser les conditions d'engagement des membres du corps enseignant et du personnel non enseignant ainsi que les échelles de salaires et les avantages sociaux, ce qui faciliterait la mobilité du personnel. Il serait possible de conserver les principaux éléments de liberté de l'enseignement dans la mesure où l'université elle-même resterait autonome pour les questions mentionnées précédemment.

La formule aurait cependant des inconvénients. Une université unique pour l'ensemble de la province aurait des dimensions et une complexité telles que ses gestionnaires et membres du conseil d'administration, si capables fussent-ils, seraient confrontés à une tâche gigantesque. En outre, il faut songer à l'étendue géographique de l'Ontario: les décisions des organismes

de direction et d'administration centralisés seraient prises bien loin des campus où il faudrait les appliquer.

La gestion d'un système d'une telle importance nécessiterait une énorme bureaucratie centrale, dont la taille et la complexité de fonctionnement auraient tendance à paralyser les initiatives locales et à supprimer une partie de la souplesse du système. La structure actuelle de direction interne des universités, qui repose en grande partie sur la participation du corps enseignant et des étudiants, devrait subir de profondes modifications et les gestionnaires auraient beaucoup plus de décisions à prendre qu'à l'heure actuelle.

Ce modèle entraînerait vraisemblablement des coûts supplémentaires considérables: il faudrait en effet payer cette grande bureaucratie centrale et céder aux pressions irrésistibles du système visant à aligner le niveau de tous les salaires et avantages sociaux sur les plus élevés du système. Par ailleurs, il faudrait introduire des lois pour modifier la charte des établissements actuels. Enfin, au cas où l'université de l'Ontario se verrait accorder le statut de société de la couronne, une partie des responsabilités ministérielles serait diluée et le conseil d'administration de l'université aurait des relations très floues avec l'Assemblée législative.

S'il est entendu qu'un tel contrôle centralisé peut déboucher sur une planification efficace, il n'en est pas moins vrai qu'une insuffisance de freins et contrepoids peut tout aussi bien produire le résultat inverse. L'organisme directeur serait continuellement confronté au dilemme suivant: plaider la cause de l'université auprès du gouvernement ou surveiller la façon dont elle applique la politique gouvernementale. Comme avocat, cet organisme pourrait bien servir la cause de l'université. Par contre, s'il se laissait absorber dans l'engrenage politique, les conséquences pour l'université pourraient être graves et vraisemblablement de longue durée. Cet organisme directeur central permettrait sans doute de contrôler plus efficacement les programmes d'enseignement et peut-être même de supprimer certains programmes sur certains campus; par contre, étant donné la nature même d'un corps législatif qui repose entièrement sur les régions, aucun gouvernement ne pourrait éviter de se trouver mêlé aux décisions de l'organisme directeur, si ce dernier optait pour la fermeture d'un établissement. Il est certain que rien dans le passé de l'Ontario ne l'a

préparé à adopter un modèle d'université unique, bien au contraire.

Les rôles du COU et de l'OCUA

Depuis quelques années, les rôles respectifs du COU et de l'OCUA font l'objet de controverses. En tant qu'association volontaire représentant les universités subventionnées par le gouvernement de la province, le COU remplit un certain nombre de fonctions importantes, voire essentielles, au nom du système, dont en particulier "l'Ontario Universities' Application Centre" et "l'Inter-university Transit System". La Division de la recherche du COU est la principale source d'études de qualité publiées au Canada sur les questions universitaires et son bureau des communications est devenu un lien de communication important entre les universités et l'ensemble de la collectivité. Le COU devrait poursuivre ces activités. Le COU apporte également une contribution importante à la planification des études de maîtrise et de doctorat au nom du système. Par l'intermédiaire de ses nombreux organismes affiliés, tels que le "Committee of Finance Officers" et les divers conseils de doyens, et de ses nombreux comités, le COU joue un rôle déterminant en matière d'échange d'informations et d'aide à la formulation de la politique universitaire sur une vaste gamme de sujets d'intérêt vital pour les universités et le gouvernement.

Mais, comme il s'agit d'une association volontaire, le COU se trouve limité. Il ne peut forcer aucun de ses membres à participer aux activités et il ne peut prendre de décisions qui lieraient les établissements membres sans leur consentement. En d'autres termes, le COU est mal placé pour arbitrer ou régler les litiges qui surviennent entre ou parmi ses membres. Il lui est pratiquement impossible d'adopter des politiques jugées contraires aux intérêts de l'un quelconque de ses membres et, s'il adopte de telles politiques, il lui est impossible de les faire appliquer. En outre, comme on a pu s'en rendre compte ces deux dernières années, chaque fois que le COU essaie d'assumer ce genre de rôle, cela crée un climat d'incompréhension et de suspicion parmi les établissements membres et le Conseil en sort affaibli. Le COU pourrait, bien entendu, subir des modifications qui l'autoriseraient à prendre des décisions au nom du système. Mais ce genre d'évolution le générerait considérablement dans ses autres fonctions et, à moins qu'elle ne s'accompagne d'une modification des pouvoirs légaux des établissements membres, les établissements ou les régions insatisfaits

à la suite de décisions du COU seraient alors en droit de s'adresser directement au gouvernement pour demander un arbitrage.

Pour avoir suivi ce type de raisonnement, de plus en plus de membres des milieux universitaires sont parvenus à la conclusion que le COU n'était pas l'organisme auquel il fallait confier des responsabilités en matière de prise de décision. D'autant plus que le gouvernement et le public ne jugeraient pas crédibles les décisions d'un tel organisme représentant les universités sur des questions concernant l'un de ses membres, puisque l'organisme pourrait alors être considéré comme juge et partie.

S'il fallait instituer en Ontario un organisme de coordination dans le domaine des programmes universitaires au niveau du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat, ce rôle pourrait-il être convenablement tenu par l'OCUA? Ces dernières années, les universités n'ont guère montré d'empressement à voir ce rôle confié à l'OCUA, en partie parce qu'elles restaient convaincues qu'il était inutile et contraire à leurs intérêts de confier ce rôle à un organisme ne relevant pas des universités et également parce qu'elles considéraient que l'OCUA n'avait pas les experts voulus pour prendre des décisions valables et crédibles sur toute question relevant de l'enseignement. Cependant, il serait possible de renforcer l'OCUA de façon à lui permettre d'assumer un mandat plus étendu.

Sans modifier son caractère essentiel d'organisme consultatif, l'OCUA pourrait, par ses conseils relatifs à la distribution des fonds, assumer une plus grande responsabilité en matière de coordination des programmes universitaires. Dans ce cas, il serait souhaitable de clarifier le rôle de l'OCUA.

L'OCUA continuerait à exercer un contrôle de facto par ses recommandations sur les subventions et sur d'autres questions; en même temps, le ministère conserverait sa responsabilité et les établissements individuels auraient encore la possibilité, comme actuellement, de défendre leur cas directement auprès du gouvernement. L'OCUA continuerait à collaborer étroitement avec le COU, les établissements individuels et les organismes provinciaux regroupant les membres du corps enseignant, le personnel non enseignant des universités et les étudiants. Les universités pourraient ainsi conserver un grand degré d'autonomie. Chaque établissement continuerait à conserver et à élaborer ses

programmes universitaires, sous réserve seulement des limites imposées par les subventions accordées aux programmes.

Le mandat de l'OCUA est dès à présent très vaste, mais celui-ci pourrait être encore plus spécifique si l'organisme était expressément chargé de fournir des conseils en matière de subventions aux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat, de coordination des programmes universitaires, y compris l'introduction et la suppression de programmes, ainsi qu'en matière de niveaux d'inscriptions et de répartition des étudiants, conseils qui seraient donnés après examen fondé sur des critères donnés. Son rôle pourrait également être consolidé si le gouvernement s'engageait à lui demander conseil sur toute question de politique touchant directement les universités ou n'importe lequel de leurs programmes d'enseignement avant de prendre une décision, par exemple: toute décision visant à instituer de nouvelles facultés ou écoles professionnelles ou à modifier les niveaux d'inscriptions dans les programmes où le nombre d'étudiants est directement limité par le gouvernement; les politiques en matière de frais de scolarité (y compris les frais que doivent payer les étudiants étrangers); les modifications du programme de bourses aux étudiants.

Le gouvernement pourrait également inviter l'OCUA à fournir des conseils, chaque fois que ce dernier le jugerait bon, sur n'importe quelle question concernant une ou plusieurs universités du système ou le système dans son ensemble. Cela donnerait à l'OCUA la responsabilité spécifique de faire des recommandations sur la suppression des subventions à certains programmes existants ou l'allocation d'octrois à de nouveaux programmes.

L'OCUA pourrait également être chargé de recommander les niveaux d'inscriptions en fonction desquels les fonds publics seraient accordés. Ces recommandations pourraient indiquer des quotas d'inscriptions par établissement ou par programme. Par ailleurs, il pourrait faire des recommandations en matière de coordination des bibliothèques et d'autres domaines caractérisés par des niveaux importants de dépenses, comme le matériel informatique et l'équipement scientifique.

Pour que l'OCUA puisse jouer ce rôle plus vaste, quelques modifications d'organisation interne

seraient désirables. L'OCUA devrait rester composé essentiellement de membres non universitaires, avec cependant une forte minorité d'universitaires. Il devrait continuer à procéder ouvertement, en organisant des audiences publiques et en publiant ses recommandations. Il lui faudrait également augmenter son personnel.

Il serait possible, cependant, de renforcer le conseil en lui accordant des ressources universitaires supplémentaires par le biais de comités universitaires forts dont les membres seraient choisis par l'OCUA en consultation avec le COU et d'autres organismes. Ces comités aideraient l'OCUA à tenir compte, dans les décisions en matière de subventions aux programmes universitaires, des besoins globaux de la province et d'autres critères de ce type. En outre, il faudrait que l'OCUA puisse disposer des résultats du processus d'évaluation du COU appliqué rigoureusement à tous les programmes existants, aussi bien qu'aux nouveaux programmes, de maîtrise et de doctorat.

Cette augmentation de l'autorité de facto de l'OCUA serait-elle suffisante pour permettre aux universités de mieux servir les intérêts de la province? Pour répondre à cette question, il faut se reporter aux jugements exprimés sur des questions traitées dans les chapitres précédents, où plusieurs niveaux de subventions et leurs conséquences ont été analysés.

Il faudrait que la structure du système lui permette de s'adapter à divers niveaux de ressources. Dans le cas d'augmentations de subventions correspondant à une croissance réelle modeste, l'OCUA, par le nouveau rôle plus important que l'on a décrit dans le présent chapitre, pourrait encourager les établissements à tirer parti au maximum des possibilités offertes. Dans le cas de financement plus limité, y compris d'augmentations légèrement inférieures au taux d'inflation, ce même rôle fournirait à l'OCUA suffisamment d'autorité pour imposer les aménagements pénibles qui en résulteraient.

Il y a des limites, cependant, au-delà desquelles aucun organisme consultatif ne pourrait faire face aux difficultés d'un système universitaire placé sous de fortes restrictions budgétaires. Si les restrictions approchaient les niveaux de subventions envisagés dans les modèles 3b et 3c du chapitre précédent, il est vraisemblable qu'aucun changement marginal, y compris le

contrôle ministériel direct, ne pourrait remédier à la situation. À ces niveaux de subventions, l'Assemblée législative devrait intervenir en votant des lois pour faire fermer des établissements ou pour prendre des mesures d'une gravité comparable.

CONCLUSION

Dans ce rapport préliminaire, le comité s'est attaché à évaluer dans quelle mesure les universités avaient atteint, au cours des deux dernières décennies, les objectifs couramment acceptés. Il a également examiné ce qui restait à faire dans le domaine universitaire pour servir au mieux les intérêts des Ontariens et des Canadiens dans les années 1980. Il lui a fallu, pour cela, analyser les conséquences qu'auraient différents niveaux de subventions et divers organismes directeurs sur les universités et sur leur aptitude à atteindre ces objectifs.

Le comité n'a pas essayé de traiter de façon exhaustive toutes les questions qui relevaient des termes de son mandat, tout comme il s'est abstenu de formuler des recommandations. Le comité s'est plutôt efforcé, à ce stade, de souligner les conséquences des choix à faire.

C'est avec plaisir que le comité recevra le point de vue des milieux universitaires et du public sur les questions traitées dans le rapport préliminaire avant de s'attaquer au rapport final.

ANNEXE A: CALCUL DES MODÈLES DE DÉPENSES

L'année de base

La base utilisée dans le calcul de tous les modèles de dépenses correspond aux prévisions budgétaires des dépenses du système universitaire pour 1980-81, qui ont été présentées dans le "Advisory Memorandum 80-II" du Conseil des affaires universitaires de l'Ontario. Les dépenses de base comprennent celles des 15 universités subventionnées par le gouvernement provincial, les collèges affiliés, l'Institut Polytechnique Ryerson, l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, le Collège des beaux-arts de l'Ontario et le Collège Dominicain. Le total des dépenses a été ventilé en salaires et avantages sociaux d'une part et en dépenses non salariales d'autre part:

Salaires et avantages sociaux: \$860,9 millions

Dépenses non salariales: \$203,2 millions

TOTAL \$1 064,1 millions

Les calculs ayant permis de parvenir aux chiffres de la base sont fournis à l'annexe B du "Advisory Memorandum 80-II".

Progressions individuelles (Progress Through the Ranks ou PTR)

Les entreprises et organismes ont diverses façons de tenir compte, pour la rémunération de leurs employés, de l'expérience de ces derniers et des reclassifications d'emploi. Les universités appellent PTR ce genre "d'augmentations individuelles" (par opposition aux augmentations d'échelles salariales ou augmentations générales). Dans le cas d'une distribution d'âge uniforme, le coût des PTR est financé par la différence entre les salaires moyens plus élevés des personnes qui quittent leur emploi et les salaires plus bas des nouveaux employés recrutés.

En raison de la croissance rapide du système universitaire au cours des années 1960 et du début des années 1970, les personnels des universités ont actuellement une moyenne d'âge relativement basse; très peu de membres du personnel ont l'âge de la retraite ou s'en approchent. Cette situation n'est probablement pas l'apanage des universités, mais elle entraîne pour le système un coût annuel supplémentaire. Peu à peu,

cependant, à mesure que la distribution d'âge évoluera, le coût des PTR se rapprochera de zéro. En fait, on s'attend même à ce que les PTR deviennent une dépense marginale négative vers la fin des années 1990.

MODÈLE 1

- a) Le coût des PTR est calculé en multipliant la composante salaires et avantages sociaux de chaque année par 102 pour cent (jusqu'en 1985-86) et par 101 pour cent (jusqu'en 1990-91). La composante des dépenses non salariales reste constante. Compte tenu de ces calculs, le coût de la composante salaires et avantages sociaux augmente de \$138,1 millions (il passe de \$860,9 millions à \$999 millions), soit de 16 pour cent.
- b) La subvention supplémentaire pour l'achat d'équipement et de mobilier est calculée en ajoutant \$25 millions aux dépenses non salariales de \$203,2 millions (soit une augmentation de 12,3 pour cent). Ainsi, les dépenses non salariales passent à \$228,2 millions (en dollars constants) en 1981-82 puis restent au même niveau pour le reste de la période.

Le modèle 1a (qui absorbe à la fois le coût des PTR et les subventions supplémentaires d'équipement et de mobilier) suppose une augmentation des dépenses totales de 15,3 pour cent, soit \$163,1 millions (elles passent de \$1 064,1 millions à \$1 227,2 millions).

Le modèle 1b (selon lequel seul le coût des PTR est variable) prévoit une augmentation des dépenses totales de 13 pour cent, soit \$138,1 millions (elles passent de \$1 064,1 millions à \$1 202,2 millions).

MODÈLE 2

- a) Le coût des PTR est calculé de la même façon que pour le modèle 1 ci-dessus, mais, en raison de l'introduction d'autres variables, l'augmentation se chiffre à \$135,3 millions (12,7 pour cent).
- b) La productivité est calculée en soustrayant chaque année 0,5 pour cent de la composante salaires et avantages sociaux et également de la composante dépenses non salariales. On obtient ainsi les valeurs en dollars réels (en millions de dollars) suivantes:

	<u>Salaires</u>	<u>Dépenses non salariales</u>
1981-82	-4,4	-1,0
1982-83	-4,5	-1,0
1983-84	-4,6	-1,0
1984-85	-4,7	-1,0
1985-86	-4,7	-1,0
1986-87	-4,7	-1,0
1987-88	-4,7	-1,0
1988-89	-4,6	-1,0
1989-90	-4,6	-0,9
1990-91	-4,6	-0,9

c) La variation des effectifs est calculée en prenant la moitié de la variation en pourcentage prévue pour le groupe des 18 à 24 ans (conformément aux estimations de Statistique Canada) pour chaque année. Cette variable est appliquée à la fois aux salaires et aux dépenses non salariales. Les variations réellement utilisées dans les calculs ainsi que les valeurs en dollars (en millions de dollars) résultant des calculs sont, pour chaque année, les suivantes:

	<u>Variation des effectifs (x 0,5)</u>	<u>Variation des salaires (millions de \$)</u>	<u>Variation des dépenses non salariales (millions de \$)</u>
1981-82	+0,8%	+7,0	+1,6
1982-83	+0,5%	+4,5	+1,0
1983-84	+0,2%	+1,8	+0,4
1984-85	-0,3%	-2,8	-0,6
1985-86	-0,8%	-7,5	-1,6
1986-87	-1,5%	-14,0	-3,0
1987-88	-1,3%	-12,0	-2,5
1988-89	-1,2%	-11,0	-2,3
1989-90	-1,0%	-9,1	-1,9
1990-91	-1,1%	-10,0	-2,0

Le modèle 2 prévoit donc une augmentation de 12,7 pour cent (\$135,3 millions) des dépenses salariales due au coût des PTR, une diminution de 4,3 pour cent (\$46,1 millions) des dépenses salariales due à la productivité et une diminution de 5 pour cent (\$53,1 millions) des dépenses salariales due aux variations des inscriptions. Donc les dépenses salariales augmentent, en tout, de 4,2 pour cent, soit \$36,1 millions (elles passent de \$860,9 millions à \$897 millions) en raison de la productivité et de 5,4 pour cent (\$10,9 millions) en raison des variations des effectifs, ce qui représente une diminution globale de 10,2 pour cent, soit \$20,7 millions (elles passent de \$203,2 millions à \$182,5 millions). Le total des dépenses

augmente donc de 1,4 pour cent, soit \$15,4 millions (il passe de \$1 064,1 millions à \$1 079,5 millions).

- d) La réduction du personnel est calculée en comparant les résultats de chaque modèle de dépenses au coût estimatif du maintien du système universitaire actuel, calculé grâce au modèle 1b. Dans le cas du modèle 2, les différences en 1990-91 sont les suivantes:

	<u>Modèle 1b</u>	<u>Modèle 2</u>	<u>Différence</u>
Dépenses salariales	999,0	897,0	-102,0 (10,2%)
Dépenses non salariales	<u>203,2</u>	<u>182,5</u>	<u>- 20,7 (10,2%)</u>
TOTAL	1 202,2	1 079,5	-122,7 (10,2%)

En calculant les réductions de personnel, on utilise une base estimative de 13 000 postes d'enseignants et de 18 000 postes pour le du personnel non enseignant. Les réductions réelles entraînées par le modèle 2 se traduisent, donc, par les résultats suivants:

Corps enseignant: $13\ 000 \times 0,102 = 1\ 326$ (chiffre arrondi à 1 300)

Personnel non enseignant: $18\ 000 \times 0,102 = 1\ 836$ (chiffre arrondi à 1800)

Les réductions supplémentaires qu'entraînerait l'achat d'équipement spécial à la suite d'une affectation supplémentaire de \$25 millions ont été calculées en prenant la portion de cette somme qui serait prélevée sur les dépenses salariales (80,9 pour cent de \$25 millions = \$20,2 millions) et en soustrayant ce montant des niveaux de dépenses salariales de 1990-91 prévus par le modèle 2 (\$897 millions - \$20,2 millions = \$876,8 millions). Le chiffre révisé des dépenses salariales est inférieur de 12,2 pour cent à celui des salaires de 1990-91 obtenus grâce au modèle 1b (\$999 millions). Les réductions supplémentaires ont donc été calculées comme suit:

Corps enseignant: $13\ 000 \times 0,122 = 1\ 586 - 1\ 326$
= 260

Personnel non enseignant: $18\ 000 \times 0,122 = 2\ 196 - 1\ 836$
= 360

MODÈLE 3

Les variantes de ce modèle ont été calculées en multipliant à la fois la composante salaires et avantages sociaux et la composante dépenses non salariales pour chaque année par:

- a) 99 pour cent (dans le cas du modèle 3a - 1 pour cent au-dessous du taux d'inflation);
- b) 98 pour cent (dans le cas du modèle 3b - 2 pour cent au-dessous du taux d'inflation);
- c) 96 pour cent (dans le cas du modèle 3c - 4 pour cent au-dessous du taux d'inflation).

MODÈLE 3a

Le modèle 3a entraîne une diminution de \$82,3 millions, soit 9,6 pour cent, des dépenses salariales (elles passent de \$860,9 millions à \$778,6 millions), une diminution de \$19,4 millions, soit 9,5 pour cent, des dépenses non salariales (elles passent de \$203,2 millions à \$183,3 millions), et donc une diminution de \$101,7 millions, soit 9,6 pour cent, du total des dépenses (il passe de \$1 064,1 millions à \$962,4 millions). Lorsqu'on compare les résultats du modèle 3a au coût de maintien du système universitaire existant, calculé grâce au modèle 1b, on obtient les différences suivantes:

	<u>Modèle 1b</u>	<u>Modèle 3a</u>	<u>Différence</u>
Dépenses salariales	999,0	778,6	-220,4 (22,1%)
Dépenses non salariales	<u>203,2</u>	<u>183,8</u>	<u>- 19,4 (9,5%)</u>
TOTAL	1 202,2	962,4	-239,8 (19,9%)

Les réductions d'effectifs se chiffrent, donc, comme suit:

Corps enseignant: $13\ 000 \times 0,221 = 2\ 873$ (chiffre arrondi à 2 900)

Personnel non enseignant: $18\ 000 \times 0,221 = 3\ 978$
(chiffre arrondi à 4 000)

MODÈLE 3b

Le modèle 3b prévoit une diminution de \$157,5 millions, soit 18,3 pour cent, des dépenses salariales (elles passent de \$860,9 millions à \$703,4 millions), une diminution de \$37,2 millions, soit 18,3 pour cent, des

dépenses non salariales (elles passent de \$203,2 millions à \$166 millions), et, donc, une diminution de \$194,7 millions du total des dépenses (il passe de \$1 064,1 millions à \$869,4 millions). Lorsqu'on compare les résultats pour 1990-91 du modèle 3b à ceux du modèle 1b, on obtient les différences suivantes:

	<u>Modèle 1b</u>	<u>Modèle 3b</u>	<u>Différence</u>
Dépenses salariales	999,0	703,4	-295,6 (29,6%)
Dépenses non salariales	203,2	166,0	- 37,2 (18,3%)
TOTAL	1 202,2	869,4	-332,8 (27,7%)

Les réductions d'effectifs se chiffrent, donc, comme suit:

Corps enseignant: $13\ 000 \times 0,296 = 3\ 848$ (chiffre arrondi à 3 800)

Personnel non enseignant: $18\ 000 \times 0,296 = 5\ 328$ (chiffre arrondi à 5 300)

MODÈLE 3c

Le modèle 3c révèle une diminution de \$288,5 millions, soit 33,5 pour cent, des dépenses salariales (elles passent de \$860,9 millions à \$572,4 millions), une diminution de \$68,1 millions, soit 33,5 pour cent, des dépenses non salariales (elles passent de \$203,2 millions à \$135,1 millions) et, donc, une diminution de \$356,6 millions, soit 33,5 pour cent, du total des dépenses (il passe de \$1 064,1 millions à \$707,5 millions). Lorsqu'on compare les résultats de ce modèle à ceux du modèle 1b, on obtient les différences suivantes:

	<u>Modèle 1b</u>	<u>Modèle 3c</u>	<u>Différence</u>
Dépenses salariales	999,0	572,4	-426,6 (42,7%)
Dépenses non salariales	203,2	135,1	- 68,1 (33,5%)
TOTAL	1 202,2	707,5	-494,7 (41,1%)

Les réductions d'effectifs se chiffrent, donc, comme suit:

Corps enseignant: $13\ 000 \times 0,427 = 5\ 551$ (chiffre arrondi à 5 600)

Personnel non enseignant: $18\ 000 \times 0,427 = 7\ 686$ (chiffre arrondi à 7 700)

ANNEXE B: SUPPRESSION DE PROGRAMMES

Afin de donner une idée de l'importance de la suppression des programmes nécessaire pour parvenir à une réduction de 10% dans le système, on a choisi au hasard un ensemble de programmes dans chaque établissement. La liste qui suit ne traduit aucune priorité à l'échelon du système. Il s'agit simplement d'une liste qui correspond à peu près à 10% des inscriptions dans chaque établissement aux études de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat.

ÉTABLISSEMENT	PROGRAMMES DE BACCALAURÉAT CORRESPONDANT À ENVIRON 10% DES INSCRIPTIONS	PROGRAMMES DE MAÎTRISE ET DE DOCTORAT CORRESPONDANT À ENVIRON 10% DES INSCRIPTIONS
Brock	Éducation physique	Sciences biologiques et politiques
Carleton	Commerce	Assistance sociale
Guelph	Biologie (à l'exclusion de la zoologie, de l'ichtyologie et de l'étude de la faune)	Anglais, histoire, philosophie et psychologie
Lakehead	Soins infirmiers et tous les programmes de sciences physiques	Économie et sociologie
Laurentian (Système)	Traduction et psychologie	Chimie
McMaster	Toutes les sciences humaines plus le génie électrique	Tout travail de 2 ^e et 3 ^e cycle dans le domaine des sciences de la santé
Ottawa	Tous les beaux-arts et les arts appliqués, toutes les sciences biologiques et le génie civil	Études religieuses
Queen's	Pédagogie et droit	Économie et géographie
Toronto	Ingénierie et éducation physique	Assistance sociale et tous les beaux-arts et les arts appliqués

Trent	Commerce et géographie	Chimie
Waterloo	Cinésiologie, loisirs, anthropologie et toutes les langues (à l'exception de l'anglais)	Psychologie
Western	Beaux-arts, commerce, biologie et toutes les sciences physiques	Tous les programmes de sciences humaines
Wilfrid Laurier	Sociologie, biologie et psychologie	Études religieuses, histoire et science politique
Windsor	Toutes les sciences sociales (à l'exception du commerce, du droit et de l'assistance sociale)	Ingénierie
York	Beaux-arts	Humanités, anglais et toutes les sciences physiques
Ryerson	Assistance sociale, journalisme et communications de masse	S.O.
OISE	S.O.	Administration de l'enseignement



